



POLITIQUE

Stéphane Dion en tournée pour améliorer son image

Page A 5



LE MONDE

Accord de sortie de crise en Côte d'Ivoire

Page B 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 47

LE LUNDI 5 MARS 2007

88¢ + TAXES = 1\$

AFGHANISTAN

Au moins dix civils tués par des tirs américains

Au moins dix civils afghans ont été tués et 35 autres blessés hier en Afghanistan par les tirs de riposte des soldats américains dont le convoi venait d'être la cible d'un attentat à la voiture piégée, revendiqué par les talibans, à 45 km à l'est de Jalalabad, près de la frontière pakistanaise.

«Ils [les soldats américains] ont ouvert le feu sur tout le monde, autant ceux qui étaient dans des véhicules que ceux qui marchaient», a expliqué Tur Gul, un civil blessé par balle, à un journaliste de l'Associated Press.

Mohammad Khan Katawazi, le chef du district de Shinwar, a lui aussi affirmé que les troupes américaines avaient traité toutes les personnes présentes comme des ennemis potentiels, et ce, sans discernement.

L'armée américaine a pour sa part fait savoir que les GI étaient tombés dans une «embuscade complexe»

VOIR PAGE A 8: CIVILS

Défections à gauche en France

La campagne présidentielle déroute le monde intellectuel

CHRISTIAN RIOUX

Les intellectuels québécois sont plutôt discrets en période de campagne électorale. Ce n'est pas le cas de leurs confrères français qui ont la réputation d'avoir une opinion sur presque tout.

A 50 jours du scrutin, les prises de position des intellectuels français ont cependant de quoi déconcerter l'observateur habitué aux traditionnels clivages entre la gauche et la droite.

«Les intellos vivent-ils à droite?», se demandait récemment Le Nouvel Observateur. En fait, ces «transfuges» se comptent sur les doigts d'une main.

VOIR PAGE A 8: FRANCE

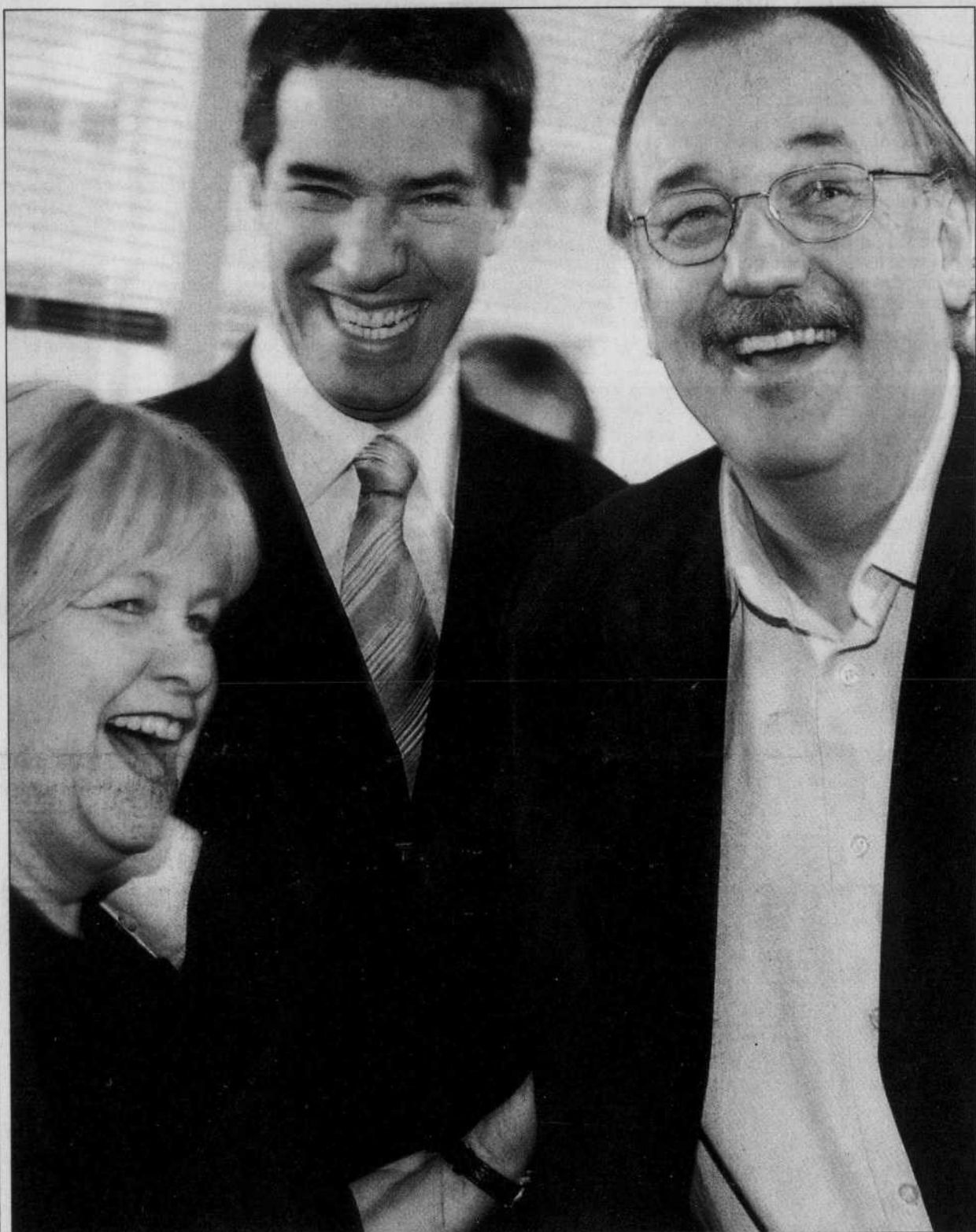


Nicolas Sarkozy jouit de l'appui inattendu de quelques intellectuels réputés de gauche.

INDEX

Table with 2 columns: Topic and Page number. Includes Announces, Avis publics, Convergence, Culture, Décès, Économie, Éditorial, Idées, Météo, Monde, Mots croisés, Religions, Sudoku, Télévision.

FTQ: oui au PQ, non à un référendum précipité



La présidente du Parti québécois, Monique Richard, le chef du parti, André Boisclair et le président de la FTQ, Henri Massé, au cours d'une conférence de presse tenue hier à Montréal afin de sceller l'appui de la centrale syndicale au Parti québécois dans le cadre de la présente campagne électorale.

L'appui syndical ne changera rien, selon Charest

ROBERT DUTRISAC ANTOINE ROBITAILLE

Le président de la FTQ, Henri Massé, n'est pas convaincu que l'engagement du Parti québécois de tenir un référendum le plus rapidement possible dans son premier mandat soit une bonne idée.

Cet engagement, qui est inscrit dans le programme du PQ et qui est repris dans sa plate-forme électorale, «ça m'a l'air coulé dans le béton. D'entrée de jeu, je peux dire qu'à la FTQ, on n'était pas les grands artisans et supporteurs d'un référendum nécessairement après la période électorale», a indiqué Henri Massé.

La FTQ appuie la plate-forme péquiste en bloc, même si la centrale syndicale n'éprouve aucun enthousiasme envers l'intention du PQ de tenir rapidement un référendum.

Accompagné de quelques candidats de la grande région de Montréal, le chef du PQ était de passage, hier matin, au siège social de la FTQ à Montréal, après que les délégués de la centrale syndicale, réunis en conseil spécial samedi, eurent voté à 97,5 % pour que la FTQ accorde un appui officiel au PQ dans cette élection.

«C'est un appui indéfectible», a soutenu Henri Massé, au cours d'un point de presse conjoint avec le chef péquiste. Et cet appui «n'est pas juste au Parti

VOIR PAGE A 8: FTQ

L'ENTREVUE

À la recherche d'un bonheur simple

«On a tous un potentiel d'épanouissement [...] Il faut simplement le reconnaître», dit le moine bouddhiste Matthieu Ricard

Écrivain, scientifique, photographe et moine bouddhiste, Matthieu Ricard partage son temps entre deux vies: l'une active, l'autre contemplative. Entre des séjours à Sêchên — sa résidence au Népal —, le Bouthan, le Tibet et l'Inde — où il gère une trentaine d'œuvres humanitaires et s'adonne à la photographie —, il est à Montréal et Québec ces jours-ci pour partager sa recette du bonheur.

LISA-MARIE GERVAIS

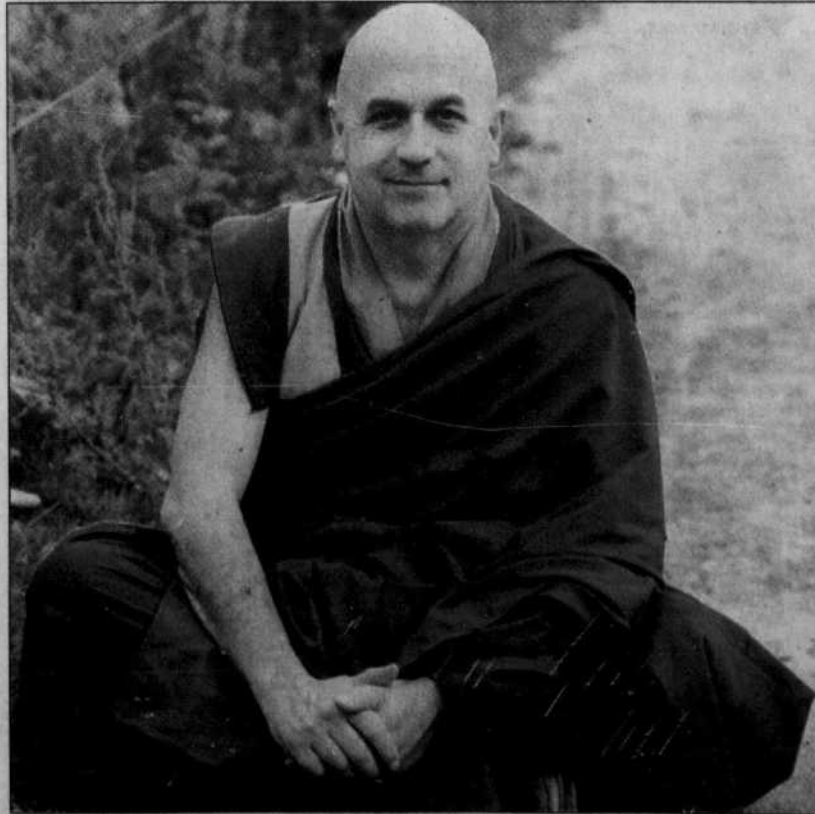
À Paris, Matthieu Ricard est au bout du fil. Son ton est guilleret et spontané. À l'écouter parler, le bonheur est facile. «C'est une chose simple, mais le problème, c'est qu'on le cherche là où il ne se trouve pas», souligne l'auteur de Plaidoyer pour le bonheur.

Quelque temps auparavant, c'est l'intervention d'un jeune homme de Hong Kong qui l'avait en partie inspiré pour écrire ce livre vulgarisant les grandes règles du bouddhisme. «Mon-sieur, pourriez-vous me donner une raison pour laquelle je devrais vivre?», avait désespérément lancé le jeune garçon à la fin de la causerie.

Ricard, le traducteur du dalaï-lama, qui émerge tout juste d'une retraite de sept mois.

Aujourd'hui âgé de 61 ans, son bonheur à lui, il l'a trouvé au pied de l'Himalaya, lors d'un voyage initiatique qu'il a fait en 1967. Il avait 21 ans. C'était l'époque des hippies de l'Europe qui partaient en Inde en autostop via le Moyen-Orient.

«J'avais l'impression de voir des êtres qui étaient l'image même de ce qu'ils enseignaient. Ils avaient l'air si remarquables. [...] Et je me disais: "S'il est possible d'atteindre la perfection au niveau humain, ça doit être ça"», écrivait-il dans Le Moine et le Philosophe, un livre traduit en 21 langues qui rapporte un dialogue entre lui et son père, le philosophe et grand intellectuel français Jean-François Revel.



Le moine bouddhiste Matthieu Ricard

VOIR PAGE A 8: RICARD

MARION STALENS

QUÉBEC 2007

Québec solidaire veut hausser le nombre de semaines de vacances

Québec solidaire s'est engagé hier à augmenter de deux à trois le nombre minimal de semaines de vacances.

Dans une entrevue téléphonique, la porte-parole du parti de gauche, Françoise David, a affirmé que les deux semaines prévues actuellement sont «trop peu et [...] donnent à peine le temps de décrocher». Le parti n'a pas effectué d'évaluation du coût de cette mesure pour les entreprises du Québec, mais elle devrait coûter 290 millions au Trésor public, en changements dans la fonction publique et en mesures d'aide aux PME et aux groupes communautaires.

Mme David a fait remarquer que, dans plusieurs secteurs, comme la construction ou d'autres milieux de travail éprouvants, les normes de vacances sont minimales. Également, plusieurs pays de l'Union européenne offrent deux voire trois fois plus de vacances que le Québec dans leurs conditions de travail de base.

«Comme par hasard, les gens qui travaillent durement sont les gens qui ont le moins de vacances.»

Elle a aussi souligné qu'il s'agit d'un pas de plus en faveur de la conciliation travail-famille. «On est en semaine de relâche [scolaire], mais la majorité des parents ne pourront pas passer du temps avec leurs enfants», a-t-elle illustré.

De même, elle a ajouté que les régions touristiques du Québec pourront bénéficier des retombées de la

troisième semaine de vacances. «Dans les régions touristiques ou de plein air, on pourrait offrir de nouveaux emplois» découlant des retombées, a illustré la porte-parole.

Amendement nécessaire

Pour réaliser son engagement, le parti amenderait la Loi sur les normes du travail, qui accorde actuellement deux semaines de vacances au terme de la première année de travail. Après cinq années de travail dans une même entreprise, la loi prévoit trois semaines de vacances.

Le parti songe donc à réviser l'échelle en conséquence, mais vise d'abord le palier minimal. «Éventuellement, il va falloir regarder l'augmentation du nombre de semaines de vacances» pour les années de travail subséquentes, a-t-elle fait savoir.

Québec solidaire n'a pas évalué le coût de cet amendement pour les entreprises québécoises. «Nous n'avons pas fait ce calcul. Ce ne peut pas être exorbitant de consentir une troisième semaine de vacances. [...] Cela ne dérangerait pas tant que ça la production.»

Quant à l'appui accordé samedi par la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) au Parti québécois, Mme David a dit qu'elle n'avait pas eu le temps de prendre connaissance des motifs invoqués par la centrale syndicale.

Presse canadienne

ANTOINE ROBITAILLE
CLAIRANDRÉE CAUCHY

Jonquière — Le chef libéral Jean Charest s'est amusé hier après-midi à souligner les propos contradictoires d'André Boisclair et de Pierre Curzi sur le prochain référendum. Pour le chef péquiste, ce ne sera pas nécessairement le dernier alors que son candidat-vedette a déclaré, lors d'une interview au magazine *L'actualité*, qu'à la suite d'un «non clair» à un troisième référendum, il «aimerait[t] qu'on se ferme la trappe». L'ancien président de l'Union des artistes qualifiait le prochain référendum de «final».

En campagne dans une région qui a été longtemps une place forte péquiste, mais qui, selon certains coups de sonde récents, vacille, Jean Charest a souligné la contradiction au crayon gras. «André Boisclair a dit "un référendum le plus vite possible, mais si celui-là ne marche pas, on en fera d'autres". Là-dessus, pas tous les Québécois sont d'accord», a insisté le premier ministre avant de citer certains des passages les plus éloquentes de l'interview avec M. Curzi.

Joint par *Le Devoir* vendredi, Pierre Curzi avait toutefois nuancé sa déclaration en précisant que le référendum serait «final» de son propre point de vue de militant. «J'ai 61 ans, je considère que le prochain référendum, selon moi, ce sera le dernier», a fait valoir

M. Curzi, tout en reconnaissant que cette opinion n'est pas partagée par tous les souverainistes. «Il y a une partie des gens de ma génération qui considèrent qu'effectivement, le troisième serait le bon, qu'ils souhaitent voir naître le pays avant que leur vie se termine. [...] Après, évidemment, libre aux géné-

rations suivantes de poursuivre», a soutenu M. Curzi.

Au Parti québécois, on ne voit pas de contradiction entre les propos de Pierre Curzi et ceux du chef. L'organisation se réfugie derrière la conviction qu'un prochain référendum serait nécessairement gagnant et que la question deviendrait alors

désuète. «Un troisième référendum serait un référendum gagnant, alors on n'en reparlera plus. C'est pour cela que l'on va "se fermer la trappe", a affirmé une des responsables des communications du parti, Shirley Bishop, en paraphrasant M. Curzi.

Le Devoir

Un référendum final ou non?

Jean Charest s'amuse des propos contradictoires d'André Boisclair et de Pierre Curzi

Le chef libéral laisse la porte ouverte à une hausse des tarifs de garde

MARTIN OUELLET

Roberval — Le chef libéral Jean Charest a laissé la porte ouverte hier à une hausse des tarifs des services de garde si son gouvernement est reporté au pouvoir le 26 mars.

En conférence de presse à Roberval, au Lac-Saint-Jean, M. Charest a refusé catégoriquement de s'engager à maintenir à 7 \$ le tarif quotidien imposé aux parents dans les garderies subventionnées. Tout au plus, le chef libéral a répété qu'il n'était «pas dans les plans» de son parti de décréter, comme la loi lui permet pourtant de le faire, une nouvelle hausse tarifaire.

«Nous avons une loi qui nous dit que c'est permis de le faire, [mais] nous n'avons aucun plan d'augmenter les tarifs», a dit M. Charest, qui s'est adressé à la presse en plein air «au village de glace» aménagé sur le lac Saint-Jean.

Durant la campagne électorale de 2003, les libéraux s'étaient engagés à maintenir à 5 \$ le coût quotidien des services dans les centres de la petite enfance (CPE). Une fois élu, le gouvernement Charest avait rompu sa promesse en augmentant les tarifs à

7 \$. Cette fois, le chef du PLQ préfère ne prendre aucun engagement en faveur du gel, laissant planer la possibilité d'une augmentation des coûts pendant un deuxième mandat hypothétique.

D'ailleurs, un peu plus tôt dans la journée, au cours d'une allocution devant plus de 500 militants réunis pour un brunch, M. Charest a tenu des propos sans équivoque. Il a prévenu les Québécois que les hausses de tarifs faisaient «partie de la vie».

«Les hausses de tarifs que nous avons connues, parce que nous en avons eu, ça fait partie de notre vie», a-t-il lancé alors qu'il faisait l'apologie de la politique familiale de son gouvernement. Pour un couple avec deux enfants et dont le revenu annuel des parents totalise 75 000 \$, les hausses successives de tarifs décrétées ces dernières années — électricité, frais de garde et assurance médicaments — totalisent une charge supplémentaire de près de 830 \$. Mais en combinant l'indexation des tables d'imposition et les diverses déductions fiscales, le gouvernement Charest conclut que cette même famille dispose de 1450 \$ net de plus qu'en 2003.

Presse canadienne

ÉLECTIONS 2007

PRENEZ LE PARTI
DE L'EXPÉRIENCE

«ATTENDEZ-VOUS À DES
DÉBATS PASSIONNÉS»

ÉLECTIONS QUÉBEC 2007
LA CONFRONTATION
AVEC SIMON DURIVAGE

En semaine 12 h 30



ÉGALEMENT CHAQUE JOUR:

ÉLECTIONS QUÉBEC 2007
LE JOURNAL
AVEC DOMINIQUE POIRIER
En semaine 17 h



RDI

SOURCE D'INFORMATION

www.radio-canada.ca/elections

Registre des armes à feu : Charest dit qu'il a évolué

ANTOINE ROBITAILLE

Roberval — Quand il était chef du Parti progressiste-conservateur, en 1997, Jean Charest prônait l'abolition du registre des armes à feu. Il dit avoir «évolué» sur cette question et a plutôt accusé l'Action démocratique du Québec, hier, d'être favorable à l'abolition de ce registre. Pour ce faire, il s'est référé à des déclarations de l'adéquiste Claude Roy, candidat dans Montmagny-L'Islet et animateur d'une populaire émission de chasse et pêche, qui — selon ce qu'a rapporté le *Soleil* — avait lancé samedi: «N'oubliez pas que 400 000 chasseurs au Québec ont dit oui à la déréglementation au niveau du contrôle des armes à feu.» Mais Mario Dumont a précisé hier dans une allocution que son parti était bel et bien en faveur du maintien du registre. «Tout ce que notre candidat a dit, c'est qu'il était content que Harper ait fait le ménage là-dedans», a précisé son attaché de presse au *Devoir*.

Quant à M. Charest, qui s'était plu ces derniers jours à souligner les volte-face de M. Dumont, on lui a rappelé hier que le programme du PC de 1997 intitulé *Que l'avenir commence maintenant* comprenait ce paragraphe: «Nous allons abroger la Loi sur les armes à feu [le projet de loi C-68] et renforcer les peines imposées aux personnes coupables d'avoir utilisé de telles armes pour commettre un crime.»

À l'époque, des personnalités comme la vice-présidente de la Coalition pour le contrôle des armes, Heidi Rathjen, avaient dénoncé M. Charest. Un vote en sa faveur équivalait «à un vote contre le contrôle des armes». Elle lui reprochait d'utiliser des «arguments faux et des statistiques fausses fournis par le lobby des armes à feu». Le chef réformiste de l'époque, Preston Manning, lui reprochait pour sa part d'être un caméléon qui «lançait des messages variables» selon la région où il se trouvait. En septembre 2006, l'attaché de presse de Stephen Harper, Dimitri Soudas, avait indiqué que la position de M. Charest de 1997 était «similaire» à celle que le gouvernement conservateur a présentée récemment.

Hier, M. Charest a fait valoir que les événements au Collège Dawson avaient permis «de faire le point sur la façon dont ce dossier-là a évolué». Il a admis avoir critiqué le projet de registre des armes à feu en 1997 «pour plusieurs raisons, dont les coûts projetés, qui ne semblaient pas réalistes». M. Charest se souvient aussi avoir douté de l'efficacité d'un tel registre. «Mais là, on est en 2007. Le registre existe», a-t-il fait remarquer avant de souligner que les policiers à qui il a parlé — deux de ses candidats Yves Prud'homme et Guy Ouellet — lui disent que c'est un outil utile. «Le bon sens nous commande donc de le garder», a-t-il soutenu.

Le Devoir

QUÉBEC 2007



Chantal Hébert

Le blues ontarien de Stéphane Dion

L'Ontario est la veine jugulaire du Parti libéral du Canada. Sans cette province, Jean Chrétien n'aurait pas réussi un tour du chapeau électoral et Paul Martin aurait laissé un parti exsangue à son successeur. Si la tendance se maintient, les libéraux fédéraux de l'Ontario vont avoir le cou sur le billot conservateur aux prochaines élections.

La semaine dernière, deux autres sondages ont confirmé l'écart qui continue à se creuser entre le Parti conservateur de Stephen Harper et les troupes de Stéphane Dion. Selon qu'on consulte Decima ou Angus Reid, de 9 à 14 points séparent désormais les deux principales formations fédérales. Non seulement le PLC a-t-il perdu l'avance que lui avait permis de prendre son congrès au leadership au début décembre, mais ses appuis se situent actuellement sous la barre de 2006.

Aussi médiocres soient-ils, ces chiffres dissimulent une réalité encore plus alarmante pour les libéraux. Jusqu'à présent, l'effet le plus structurant de l'arrivée de Stéphane Dion à la tête du parti a été de changer la donne ontarienne au détriment du PLC. D'un sondage à l'autre, l'œil de la prochaine tempête électorale se déplace du Québec — où les libéraux n'ont franchement plus grand-chose à perdre — à leurs bastions urbains de l'Ontario, où Stephen Harper a tout à gagner.

Dans la région de Toronto, la liste des circonscriptions libérales à risque s'allonge. Pour un député libéral, le fait de détenir une circonscription dont le code régional est le 416 — le pendant ontarien du 514 québécois — n'est plus une police d'assurance bétonnée contre les conservateurs. Si des élections devaient avoir lieu ce printemps, le front de la campagne se situerait à la ligne rouge de la ceinture de banlieues de Toronto, à proximité des derniers repartirs du PLC dans cette province.

Les libéraux, qui avaient quitté leur congrès au leadership il y a trois mois convaincus d'avoir l'avantage du terrain aux prochaines élections fédérales, doivent désormais se préparer à faire campagne en mode défensif. En 20 ans, le parti n'a jamais été aussi vulnérable en Ontario.

Au sein des troupes du PLC, l'idée d'un exil prolongé dans l'opposition commence à faire son chemin. Pour la première fois depuis le scrutin de 2006, la voie d'une majorité conservatrice pourrait passer davantage par l'Ontario que par le Québec. Dans l'état actuel des choses, le Québec pourrait n'être que la cerise sur le *sundae* ontarien de Stephen Harper aux prochaines élections.

Les libéraux ont d'autant plus de raison de se mordre les doigts qu'ils sont largement les artisans de leur propre malheur. Stephen Harper ne doit pas tant son avantage grandissant à ses propres talents qu'aux difficultés d'apprentissage de son nouvel adversaire libéral. Dans les sondages, la courbe de la popularité libérale baisse plus vite que ne monte celle des conser-

vateurs. Il y a trois mois, les libéraux ont laissé leurs divisions internes prendre le pas sur leur instinct politique. En portant leur choix sur Stéphane Dion, ils ont élu le chef le moins susceptible à leurs yeux de brasser la cage du PLC plutôt que celui qui avait le plus de chances d'être prêt à mener le parti dans une campagne électorale à brève échéance.

Par comparaison avec Bob Rae et Michael Ignatieff, Stéphane Dion est arrivé à la tête de son parti avec une feuille de route au leadership qui ressemblait à une page blanche. Sa campagne n'avait pas fait de grande impression, positive ou négative, à l'extérieur du parti et du Québec. Parce qu'il n'était pas vu comme un candidat de premier plan, il n'avait pas autant été scruté à la loupe que ses principaux adversaires.

Point n'était besoin d'un docteur en sciences politiques pour savoir que les conservateurs n'allaient pas laisser passer la chance de mettre la main à la pâte du modelage politique de Stéphane Dion. Après tout, aux élections de 2000 et de 2004, les libéraux ont fait plus de chemin dans les intentions de vote en détruisant l'image de Stockwell Day et celle de Stephen Harper qu'en avançant des idées mémorables.

Aujourd'hui, le chef conservateur leur a renvoyé l'ascenseur. Ce n'est pas parce que les publicités négatives du Parti conservateur sont désagréables qu'elles ne sont pas efficaces. La performance incertaine de Stéphane Dion aux Communautés, au cours de son premier vrai tour de piste parlementaire ces dernières semaines, a amplifié le message conservateur voulant qu'il n'ait pas la peinture d'un chef.

Cinq semaines après la rentrée parlementaire à Ottawa, les humoristes ont d'ailleurs commencé à prendre la relève des faiseurs d'image conservateurs. Mercredi dernier à Ottawa, deux d'entre eux ont divertit un auditoire composé d'une partie du gratin politique et médiatique fédéral en parodiant impitoyablement l'anglais du chef libéral. M. Dion était dans l'auditoire.

La campagne publicitaire conservatrice pourrait n'être que le premier d'une série de retours d'ascenseur. Alors qu'il observe la courbe libérale dans les sondages, Stephen Harper — qui a déjà dans le passé professé son admiration pour l'instinct de tueur de Jean Chrétien — doit parfois se demander ce que l'ancien premier ministre ferait à sa place.

Les libéraux — qui n'ont pas gagné trois majorités sous leur ancien chef en s'embarrassant des règles du *fair play* et en donnant la chance au coureur adverse — ne se font pas d'illusions sur la réponse. À la place de Stephen Harper, Jean Chrétien ne laisserait pas passer l'occasion de s'attaquer à la veine jugulaire de ses adversaires.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert
est columnist politique
au Toronto Star.

EN BREF

Québec solidaire ne s'inquiète pas trop des sondages

Québec solidaire ne s'inquiète pas outre mesure des sondages qui placent le nouveau parti de gauche en 4^e place, et même en 5^e position derrière le Parti Vert. Un de ses porte-parole, Amir Khadir, rappelle que l'ADQ, le PQ et le PLQ œuvrent sur la scène politique québécoise depuis fort longtemps, alors que les «Verts» font de l'action politique depuis au moins 40 ans. Il est donc normal, selon lui, que Québec solidaire, créé il y a à peine un an, n'obtienne pas encore l'appui désiré. Amir Khadir prétend que de plus en plus d'électeurs se joindront à son parti, si les candidats de la formation ont la chance d'expliquer leurs propositions dans le cadre de la campagne électorale. Il souligne notamment que Québec solidaire voudrait hausser à 10 \$ le salaire minimum et augmenter le nombre de semaines de vacances. — PC

Impératif français et le silence des chefs sur la langue française

L'organisme Impératif français s'inquiète du silence des trois principaux partis politiques en campagne électorale sur l'état de la langue française au Québec. Son président Jean-Paul Perreault interpelle les chefs des trois formations pour qu'ils s'engagent à promouvoir le français, particulièrement comme langue de travail. Il soutient que l'anglicisation a gagné du terrain, particulièrement à Montréal et en Outaouais, et que, par conséquent, la langue française a reculé de façon dramatique au Québec. Selon M. Perreault, les trois chefs devraient faire de la question linguistique une priorité, et proposer des mesures concrètes pour protéger l'identité culturelle des francophones. Ce sujet est délicat, admet-il, mais les politiciens doivent faire preuve de responsabilité. — PC

Boisclair présente ses candidats issus de l'immigration

ROBERT DUTRISAC

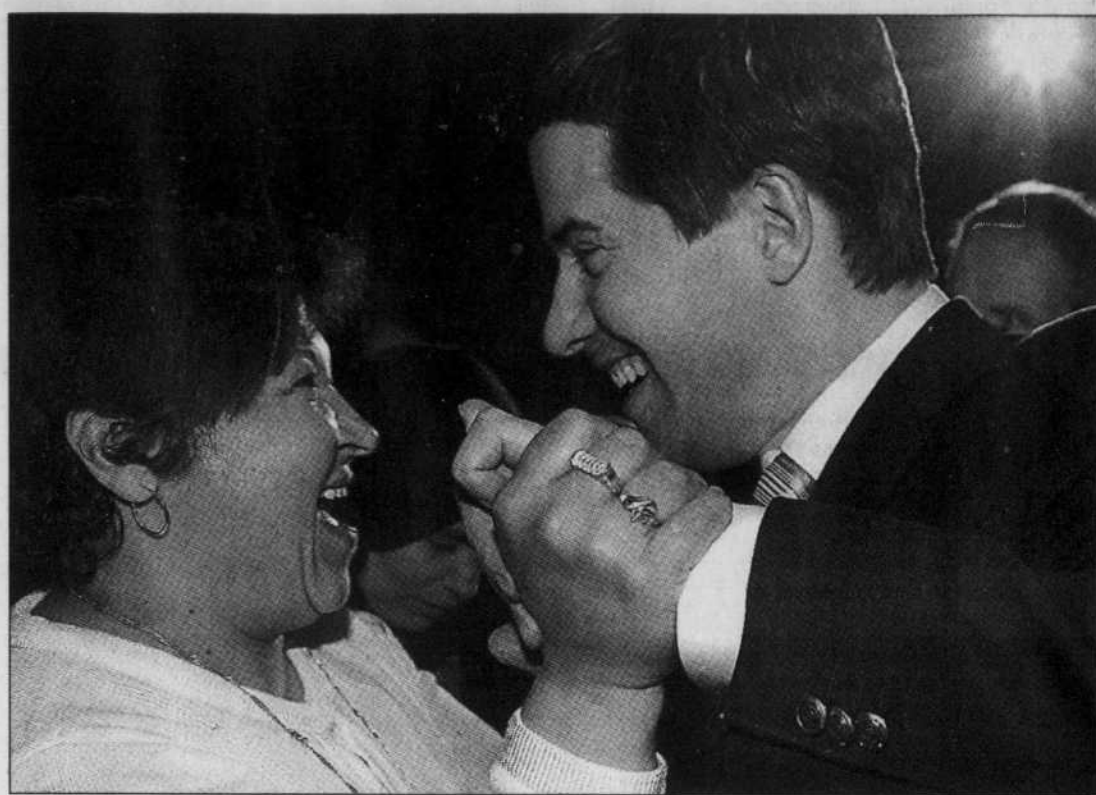
Le chef du Parti québécois, André Boisclair, a présenté, hier, sa brochette de 12 candidats issus de l'immigration dont les trois quarts sont cantonnés dans des forteresses libérales.

Dans la liste, on retrouve, dans Bords, Pierre Curzi, qui est né au Québec de parents d'origine italienne, et dans La Prairie, François Rebello, qui est né d'un père d'origine portugaise. Tous les deux sont tellement de culture québécoise que l'on peut douter que l'appellation «issus de l'immigration» leur convienne.

Deux seuls candidats — Pierre Curzi et Marie Malavoy, dans Taillon — sont dans des circonscriptions considérées comme sûres pour le PQ. François Rebello est dans une circonscription qui a déjà été péquiste quand le parti était au pouvoir. La moitié des candidats se présentent dans des circonscriptions où la majorité libérale dépasse les 15 000 voix.

Le Parti québécois soutient qu'il dépasse le Parti libéral du Québec quant au nombre de candidats issus de l'immigration. Au PLQ, on en compte également douze, mais il faut inclure dans la liste le député de D'Arcy-McGee, Lawrence Bergman, de confession juive, a indiqué la porte-parole libérale, Isabelle Melançon.

Au cours d'un point de presse en matinée, André Boisclair a réitéré que c'étaient les membres du PQ qui choisissaient les candidats. «C'est comme ça que la démocratie fonctionne dans notre parti», a-t-il dit. Changer les règles pour permettre au chef de désigner un certain nombre de candidats afin de permettre à plus de personnes issues des communautés culturelles ou encore à plus de femmes de se présenter dans des circonscriptions prenables ne fait pas partie de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef du Parti québécois, André Boisclair, a eu droit à Montréal, hier, aux encouragements de Monia Magri, de la communauté latino-québécoise.

ses priorités. «Ce serait toute une révolution», estime M. Boisclair.

Encore l'homophobie

Au cours d'un discours prononcé dans le quartier du marché Jean-Talon, André Boisclair, ébranlé par l'émotion, s'est arrêté pendant presque une minute alors qu'il venait de parler d'homophobie. «Jamais nous ne voudrions vivre dans une société où le racisme, l'intolérance, la discrimination ou l'homophobie sont... [pause de 48 secondes pendant laquelle les applaudissements ont fusé] des situations qui, chez nous, peuvent être tolérées», a-t-il déclaré devant environ 200 personnes.

«Il ne faut jamais se laisser

distraire par des débats faits par des démagogues», a-t-il dit, faisant allusion à Mario Dumont. «La vraie lumière rouge sur le tableau de bord, ce n'est pas le débat sur l'accommodement raisonnable, [...] c'est celui du chômage chez les jeunes des minorités visibles.»

«L'avenir appartient aux sociétés métissées», estime M. Boisclair qui juge que le Québec est un modèle pour l'intégration de ses immigrants. «Nous sommes un peuple brillant qui peut servir de modèle dans le monde», a-t-il dit.

Il y a eu le défit zéro, mais c'est à «l'exclusion zéro» que M. Boisclair rêve. «La marche, elle peut être longue et elle va être

difficile parfois. Mais des utopies dans la vie, et le rêve, ce n'est pas fou de temps en temps.» Son engagement en faveur d'un Québec «plus juste et plus solidaire», il est sincère, a-t-il souligné, se targuant d'emprunter une démarche anti-électorale. «Il n'y a personne qui pourra nous dire que c'est un grave calcul stratégique et politique qu'on est en train de faire là, que nous marquons des gains sur le plan politique. Mais ça fait du bien parfois de se dire, pendant une campagne électorale, que ce n'est pas ça qu'on cherche, que ce n'est pas des votes qu'on cherche à acheter.»

Le Devoir

Dans sa circonscription de Rivière-du-Loup

Mario Dumont tire à boulets rouges sur Jean Charest

Le chef adéquiste attaque le «recul dangereux» du Québec sous les libéraux dans le dossier constitutionnel

NORMAN DELISLE

Rivière-du-loup — Les Québécois «sont déçus du gouvernement Charest. Ils ont raison de l'être, car ils méritent mieux», a soutenu hier le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont.

M. Dumont a sorti l'artillerie lourde pour s'en prendre au premier ministre et chef libéral Jean Charest, dans un discours enflammé, prononcé devant plus d'un millier de partisans massés dans un hôtel de sa circonscription électorale de Rivière-du-Loup.

«On a le droit de s'attendre d'un premier ministre qu'il respecte sa parole, qu'il donne l'heure juste à la population». Les Québécois ont droit de «ne pas se faire conter des mensonges en pleine face», a dit M. Dumont. Le chef adéquiste a souligné que, dès la première année du régime Charest, beaucoup de commentateurs reconnaissent être en présence «d'un des pires gouvernements de l'histoire du Québec».

Le chef adéquiste a rappelé que 40 000 Québécois demeurent en attente d'une opération en dehors des délais médicalement raisonnables, que la dette du Québec avait progressé de 24 milliards de dollars depuis l'instauration du présumé déficit zéro. Le Conseil de la fédération a été un «recul» pour le Québec, a aussi dit M. Dumont.

M. Dumont n'a pas porté une

seule attaque contre le Parti québécois. M. Boisclair «est dans le décor», mais c'est un gouvernement sortant que les Québécois doivent juger, a expliqué M. Dumont. D'où la force de sa charge contre le gouvernement Charest.

Ce dernier «a créé ses propres crises», juge le chef adéquiste. Que ce soit avec les étudiants, dans le dossier du Parc du Mont-Orford ou dans le dossier des écoles juives, Jean Charest «a déçu les Québécois».

M. Dumont s'est moqué du Conseil de la fédération, un organisme réunissant les premiers ministres provinciaux, créé à l'instigation du premier ministre Charest, et qui «s'est aplati» au point de ne pouvoir plus tenir que des réunions téléphoniques.

D'ailleurs, dans le dossier constitutionnel, M. Charest a été accusé d'avoir effectué «un recul dangereux en consacrant l'égalité des provinces et en diluant la voix du Québec à une voix sur treize». C'est le plan d'un «homme frustré dont le rêve est de s'en aller à Ottawa».

La position de l'Action démocratique est plus claire: c'est l'autonomie. À Jean Charest qui prétend que l'on ne peut pas être autonomiste, M. Dumont réplique: «Laissons les Québécois en décider le 26 mars prochain.» M. Dumont a invité les Québécois à se tourner vers l'Action démocratique, «un parti politique qui a fait ses

devoirs pour trouver des solutions aux problèmes».

C'était la première visite du chef adéquiste dans sa circonscription de Rivière-du-Loup depuis le déclenchement de la campagne électorale le 21 février dernier. Plusieurs libéraux tentent de faire croire que le chef adéquiste y serait menacé par le candidat libéral et ex-maire de la ville de Rivière-du-Loup, Jean D'Amour.

Mais M. Dumont, citant le gouverneur Frontenac, estime «avoir répondu par la bouche de ses canons». Il a attiré plus de 1000 personnes hier matin à un brunch organisé par les adéquistes locaux. M. Dumont a décrit la réunion

comme «le plus gros rassemblement de la campagne électorale jusqu'à maintenant, tous partis confondus».

Une vingtaine de candidats de l'ADQ provenant des circonscriptions de l'Est du Québec y sont venus appuyer leur chef. Devant cet auditoire, M. Dumont a tracé un bilan positif de ses réalisations personnelles à titre de député de Rivière-du-Loup, notamment l'aide qu'il apporte aux projets de réfection du quai de Trois-Pistoles et de port méthanier à Cacouna. Aujourd'hui, M. Dumont poursuit sa tournée dans la circonscription de Matane, puis se rendra sur la Côte-Nord.

Presse canadienne

Chantal BUZAGLO
Gérard BUZAGLO

MATHÉMATIQUES 3000

Mathématiques au secondaire
1^{re} et 2^e années du 1^{er} cycle

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.



Cahiers d'exercices — 23,05 \$ chacun

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481François Gendron
avocat
LL.B., M.A., Ph.D.Montréal
514.845.5545

LA FORCE DU DROIT



Par un collectif

Sous la direction de Jean-Marie DEBUNNE

Collection Labyrinthes

La tradition bouddhiste • La tradition hindoue
La tradition islamique • La tradition chrétienne
La tradition juive • La spiritualité amérindienne
Le phénomène religieux

Éthique et culture religieuse
au secondaireToutes les revues à 10,10 \$ chacune
excepté Le phénomène religieux à 20,00 \$En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.Les éditions LA PENSÉE
514-848-9042



ÉLECTIONS GÉNÉRALES 26 MARS 2007

Du 5 au 13 mars, c'est la révision de la liste électorale

Assurez-vous d'être inscrit sur la liste électorale, c'est votre responsabilité

Un avis d'inscription vous sera transmis, indiquant les noms des personnes qui figurent sur la liste électorale à votre adresse.

Si votre nom n'y figure pas ou s'il y a une erreur, vous devez vous présenter au bureau de révision indiqué sur votre avis, du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h, et les samedi et dimanche, de 9 h à 17 h, entre le 5 et le 13 mars 2007.

Identifiez-vous

Pour toute demande d'inscription, vous devez présenter deux pièces d'identité. La première pièce doit indiquer votre **nom** et votre **date de naissance** et la seconde doit indiquer votre **nom** et votre **adresse**.

Pour en savoir davantage...

- Consultez notre site Web au www.electionsquebec.qc.ca

À partir de votre code postal, vous y trouverez une mine de renseignements dont l'adresse de vos bureaux de révision et de vote, la liste des candidats et bien plus.

- Écrivez-nous par courriel à info@electionsquebec.qc.ca

- Communiquez avec notre Centre de renseignements en composant sans frais le **1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)**.

 Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais 1 800 537-0644.

 Tous les locaux où siègent les commissions de révision sont accessibles aux personnes handicapées.

Circonscriptions	Sections de vote*	Adresses des bureaux de révision
*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre avis d'inscription.		
ACADIE		
	1 à 66 172 à 176 182	Cégep de Saint-Laurent (Pavillon F - Cafétéria) 625, avenue Sainte-Croix Montréal
	67 à 105 136 à 157 177 180 et 181	Collège de Bois-de-Boulogne 10 500, avenue du Bois-de-Boulogne Montréal
	106 à 135 158 à 171 178 et 179	Bureau du directeur du scrutin Édifice France Laure 10 720, boulevard Saint-Laurent Montréal
ANJOU		
	1 à 160	Bureau de la directrice du scrutin 6283, av. Beaubien Montréal
BOURASSA-SAUVÉ		
	1 à 187	Bureau de la directrice du scrutin 10 748, boulevard Saint-Vital Montréal
BOURGET		
	1 à 171	Bureau de la directrice du scrutin 9200, rue Sherbrooke Est (Suite 220) Montréal
CHOMEDEY		
	1 à 189	Édifice Banque Scotia (Bureau 300) 3090, boulevard Le Carrefour Laval
CRÉMAZIE		
	1 à 176	Bureau du directeur de scrutin 1900, rue Sauvé Est Montréal
D'ARCY-McGEE		
	1 à 157	Bureau du directeur du scrutin 6900, boulevard Décarie Côte-Saint-Luc
GOUIN		
	1 à 157	Bureau de la directrice du scrutin 5850, rue Saint-Denis Montréal
HOHELAGA-MAISONNEUVE		
	1 à 72 132 à 134	Maison Adélarde-Langevin 1830, rue Saint-Germain Montréal
	73 à 131 135 à 137	Bureau de la directrice du scrutin 4220, rue de Rouen (Suite 201) Montréal
JACQUES-CARTIER		
	24 à 42 95 à 178	Bureau de la directrice du scrutin 205, boulevard Brunswick Pointe-Claire
	1 à 23 43 à 94	St-Georges Anglican Church 33, rue Perreault Sainte-Anne-de-Bellevue
JEANNE-MANCE-VIGER		
	1 à 173	Bureau de la directrice du scrutin 8350, boulevard Lacordaire (2 ^e étage) Montréal
LAFONTAINE		
	4 à 8 58 à 126	Bureau du directeur du scrutin 7478, boulevard Maurice-Duplessis Montréal
	1 à 3 9 à 57	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal
LAURIER-DORION		
	1 à 65 70 à 82	Bureau du directeur du scrutin 6855, avenue De l'Épée (Bureau 212) Montréal
	66 à 69 83 à 159	Habitations Saint-Georges (Salle communautaire) 7255, rue Lajeunesse Montréal
LAVAL-DES-RAPIDES		
	1 à 172	Bureau de la directrice du scrutin (Complexe Multi-Sports de Laval) 955, av. Bois-de-Boulogne Laval

Circonscriptions	Sections de vote*	Adresses des bureaux de révision
*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre avis d'inscription.		
MARGUERITE-BOURGEOYS		
	1 à 78	Bureau de la directrice du scrutin 7852, boulevard Champlain Montréal
	79 à 167	Cégep André-Laurendeau 1111, rue Lapierre (entrée : porte 4) Montréal
MARIE-VICTORIN		
	1 à 142	Bureau de la directrice du scrutin (Accès rue Quinn) 462, boulevard Sainte-Foy Longueuil
MARQUETTE		
	1 à 174	Bureau de la directrice du scrutin (Ancien Hôpital Général de Lachine) 3320, rue Notre-Dame Montréal
MERCIER		
	1 à 148	Bureau de la directrice du scrutin 4590, boulevard Saint-Laurent Montréal
MILLE-ÎLES		
	1 à 187	Bureau de la directrice du scrutin 3100, boulevard de la Concorde Est (Local 207) Laval
MONT-ROYAL		
	1 à 77 78 à 154	Bureau de la directrice du scrutin 6555, chemin de la Côte-des-Neiges (porte 390) Montréal
NELLIGAN		
	1 à 180	Bureau du directeur du scrutin 13 115, boul. Gouin Ouest Montréal (Pierrefonds)
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE		
	46 à 138 143 et 144	Bureau du directeur du scrutin 3285, boulevard Cavendish (Suite 472) Montréal
	1 à 45 139 à 142	Université Concordia 7141, rue Sherbrooke Ouest Montréal
OUTREMONT		
	1 à 75 141 à 144	Université de Montréal (Pavillon Marie-Victorin) 90, avenue Vincent-d'Indy Montréal
	76 à 140	Bureau du directeur du scrutin 1311, rue Saint-Viateur Ouest Montréal
POINTE-AUX-TREMBLES		
	1 à 145	Bureau de la directrice du scrutin 11 370, rue Notre-Dame, 4 ^e étage Montréal-Est
ROBERT-BALDWIN		
	1 à 173	Bureau du directeur du scrutin 3675, boulevard des Sources, suite 209 Dollard-des-Ormeaux
ROSEMONT		
	89 à 140	Cégep de Rosemont 6400, 16 ^e Avenue Montréal
	1 à 88 141 à 188	Bureau de la directrice du scrutin 4100, rue Molson (Bureau 100) Montréal
SAINT-HENRI-SAINT-ANNE		
	1 à 77 172 à 175	Bureau de la directrice du scrutin 6225, boulevard Monk Montréal
	78 à 171 176 et 177	ETS 2 1111, rue Notre-Dame Ouest Montréal
SAINT-LAURENT		
	1 à 177	Bureau de la directrice du scrutin 7075, place Robert-Joncas (Bureau 121) Montréal

ACTUALITÉS

L'Office de consultation publique de Montréal fait rêver le maire de Porto Alegre

José Fogaça veut s'inspirer de certaines expériences de l'administration Tremblay

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Si l'expérience de budget participatif de Porto Alegre fait rêver bien des citoyens montréalais, les structures montréalaises, comme l'Office de consultation publique et le poste d'ombudsman, suscitent l'admiration du maire de la ville brésilienne, José Fogaça.

«Il y a ici des expériences d'enracinement démocratique très nouvelles, très novatrices. Par exemple, l'Office de consultation publique garantit à la population de pouvoir intervenir dans les orientations de la Ville. C'est la bonne forme de participation lorsqu'il est question de développement urbain, puisqu'on ne veut pas décider par un oui ou un non, mais plutôt alimenter la réflexion», a expliqué au *Devoir* le maire de Porto Alegre, José Fogaça, de passage à Montréal la semaine dernière à l'occasion d'un Forum sur la participation citoyenne.

Le maire de la Ville considérée dans le monde entier comme la Mecque de la participation civique, depuis qu'une portion de son budget est déterminée directement par des assemblées de citoyens, a dit vouloir apprendre des avancées montréalaises. Il a également proposé au maire de Montréal, Gerald Tremblay, de participer à l'organisation d'une conférence internationale sur le développement des

villes et la démocratie à Porto Alegre, l'automne prochain. «*Montréal est une ville leader, qui parle au monde. Elle a la même vision que nous. Aujourd'hui, la démocratie ne s'approfondit plus à l'échelle des États-nations, mais bien des communautés*», a fait valoir M. Fogaça.

L'esprit de la Charte montréalaise des droits et responsabilités, dont on célébrait le premier anniversaire la semaine dernière, l'emballait également. «*Ce n'est pas facile de dire aux citoyens qu'ils ont des devoirs, mais c'est nécessaire. C'est sur quoi nous voulons travailler à Porto Alegre. Par exemple, si la ville nettoie les rues, nous demandons à la population de les maintenir propres*», expliquait M. Fogaça, loin de se douter que l'exemple était particulièrement pertinent pour les citoyens de l'arrondissement Ville-Marie.

Manque de ressources

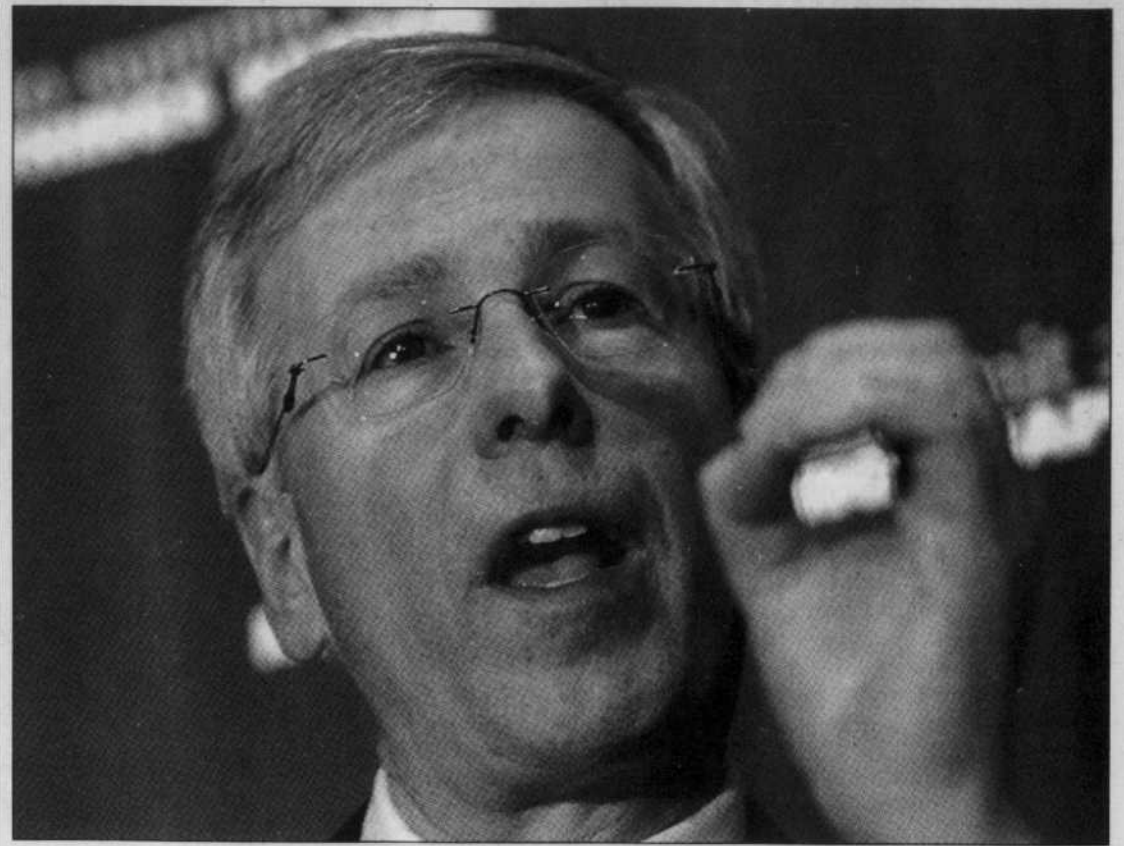
Autre point en commun entre Porto Alegre et Montréal: le manque de ressources eu égard aux responsabilités. Dans son allocution aux quelque 160 participants, M. Fogaça a expliqué que les subsides fédéraux pour aider la Ville à offrir une gamme étendue de services, de la voirie à l'éducation de base en passant par l'aide sociale, avaient chuté de 20 % à 16 % du budget de la Ville en 20 ans. M. Fogaça expliquait

que, ces dernières années, les acteurs de la société civile avaient été appelés en renfort pour arriver à mettre sur les rails les projets prioritaires qui se dégagent des assemblées de citoyens.

Le maire de Montréal, qui lançait il y a quelques jours un appel au secours pour obtenir de nouvelles sources de revenu, espère lui aussi une mobilisation citoyenne pour l'aider à dégager de nouvelles sources de revenus pour Montréal. «*On sent que les gens veulent participer davantage. À nous de mieux communiquer et surtout d'informer les citoyens et de demander leur participation. Il faut devenir contagieux*», a fait valoir M. Tremblay en entrevue. Une mobilisation citoyenne pourrait s'organiser dans les prochains mois pour soutenir le maire dans ses revendications à Québec.

Le maire Tremblay a par ailleurs assuré à l'assemblée réunie par le Chantier sur la démocratie du Sommet de Montréal, que le «*droit d'initiative*» prévu dans la charte montréalaise serait mis en vigueur d'ici trois ans. Un tel mécanisme permettrait à des citoyens de lancer une consultation populaire de leur propre chef, un mécanisme qui aurait certainement plu aux détracteurs du changement de nom de l'avenue du Parc.

Le Devoir



J.P. MOCSULSKI REUTERS

Stéphane Dion vient d'entreprendre sa tournée pancanadienne au Québec, où il passe les quatre premiers jours de son périple de deux semaines, pendant le congé des travaux parlementaires.

En chute libre dans les intentions de vote

Stéphane Dion fait une tournée du pays pour améliorer son image

LINA DIB

Ottawa — Le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, en chute libre dans les intentions de vote des Canadiens, entame une tournée du pays pour améliorer son image.

Dans les jours qui avaient suivi son élection à la tête du Parti libéral du Canada, les sondages indiquaient des chiffres très prometteurs pour M. Dion, mais ils ont bien changé depuis.

Le dernier sondage Décima, obtenu par la Presse Canadienne jeudi, indiquait que les libéraux de M. Dion ont perdu leur avance en Ontario.

Les chiffres de cette enquête ont de quoi inquiéter le nouveau chef libéral: 36 % des intentions de vote vont aux conservateurs et 27 % aux libéraux, à l'échelle nationale. La marge d'erreur de ce sondage est de 3,1 %, 19 fois sur 20.

Stéphane Dion entreprend sa tournée pour redresser la situation, au Québec, où il passe les quatre premiers jours de son périple de deux semaines, pendant le congé des travaux parlementaires. Au risque de se confondre dans le décor de la campagne électorale qui bat son plein au Québec, le chef libéral a visité une ferme samedi, une cabane à sucre, hier. Toutefois, une activité prévue aujourd'hui au centre Ino du parc technologique de Québec a été annulée. Son entourage affirme que, durant sa tournée, il

passera par des endroits où l'on n'a pas vu un libéral fédéral depuis bien longtemps.

Des problèmes avec l'anglais

Elle l'amènera aussi en Ontario et dans l'Ouest canadien. Plusieurs ont critiqué son incapacité à transmettre son message en anglais, une affirmation que ses députés rejettent. Scott Brison, député de Nouvelle-Écosse et candidat défait de la course au leadership libéral, assure que son chef est capable de présenter ses idées avec passion et conviction, en anglais aussi.

Pourtant, la performance de M. Dion à l'exercice quotidien de la période des questions à Ottawa n'a pas été très brillante, jusqu'à maintenant, ni en français ni en anglais. Le député de la région de l'Outaouais, Marcel Proulx, ne voit pas pourquoi on reproche à son chef sa rigidité. «*M. Dion, c'est M. Dion*», dit-il. «*Une journée, on lui reproche d'être intellectuel, puis, le lendemain, de ne pas l'être suffisamment. Alors laissons M. Dion faire les choses à la Dion*», ajoute-t-il.

M. Dion profitera donc de sa tournée de deux semaines pour tenir trois discours majeurs et dévoiler des éléments nouveaux de son programme. Quant à l'effet que l'exercice aura sur son image, d'autres sondages viendront le mesurer.

Presse canadienne

Diplômes étrangers

Le ministre Jason Kenney blâme les ordres professionnels

Toronto — Le député conservateur Jason Kenney blâme les organismes de réglementation professionnelle de juridiction provinciale pour les difficultés qu'éprouvent les immigrants à faire reconnaître leurs diplômes au Canada.

Selon M. Kenney, qui est secrétaire d'État au multiculturalisme, le gouvernement de Stephen Harper ne peut aller de l'avant à moins que les 440 organismes réglementaires n'abolissent les barrières qui empêchent les nouveaux Ca-

nadiens de travailler dans la profession de leur choix.

Toujours selon M. Kenney, ces organismes non gouvernementaux, comme ceux qui réglementent les professions d'avocat et de médecin, pratiquent «*la politique du marché du travail fermé*».

S'adressant aux participants à une conférence sur la diversité, à Toronto, il a affirmé que l'intégration économique constitue la principale préoccupation des néo-Canadiens et des immigrants qui vien-

nent au Canada dans l'espoir d'une vie plus prospère.

Le ministre a aussi dit que sa collègue de l'Immigration, Diane Finley, ferait sous peu une annonce à propos de la création d'un bureau des titres de compétence étrangers. L'an dernier, le gouvernement conservateur a accordé 18 millions de dollars à des consultations sur la création d'un programme de reconnaissance des diplômes étrangers.

Presse canadienne

Les employés d'entretien de la STM votent la grève

Les employés d'entretien du Syndicat du transport de Montréal ont voté hier à 97 % en faveur du déclenchement d'une grève, alors que leur convention collective est échue depuis le 6 janvier dernier et que les négociations en vue de son renouvellement achoppent depuis quatre mois.

Selon le syndicat, la partie patronale n'a toujours rien déposé quant aux offres financières et au régime de retraite. «*Nous, nous faisons nos devoirs sérieusement à la table de négociation depuis quatre mois, a expliqué hier le président du syndicat, Pierre Saint-Georges. Pour sa part, la partie patronale semble chercher la confrontation et se murer dans une attitude irresponsable en refusant notamment de mettre sur la table, après autant de séances de négociation, ses positions sur ce qui est au cœur de celles-ci, donc il n'y a rien sur les salaires et rien sur le régime de retraite*».

La date du déclenchement de cette grève sera décidée lors de la tenue d'une autre assemblée générale. Quelque 700 membres ont participé à cette assemblée.

Le Devoir

Ottawa proposerait plusieurs façons de réduire les GES

JENNIFER DITCHBURN

Ottawa — Les principaux pollueurs industriels du Canada se verront offrir une liste de différentes solutions pour atteindre les nouveaux objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre du gouvernement conservateur, ont indiqué des sources.

Ces différents moyens sont précisés dans un document interne issu de consultations menées par quelques membres du cabinet Harper au cours des deux derniers mois et seront dévoilés d'ici quelques semaines.

Selon des sources proches du milieu de l'industrie du pétrole et du gaz naturel, le ministre des Affaires indiennes, Jim Prentice, président du comité du cabinet sur l'environnement et la sécurité énergétique, se serait sérieusement impliqué dans les discussions dans le but d'obtenir des résultats avant le dépôt du budget fédéral prévu pour le 19 mars. Le gouvernement devrait bientôt prévenir différents groupes industriels, des producteurs d'électricité aux compagnies minières, que les objectifs de réduction entreront en vigueur en 2010.

Principales options

Les cibles de réduction des gaz à effet de serre ne seront pas précisées, comme le demandent les écologistes et le Nouveau Parti démocratique, mais elles reposeront plutôt sur le concept des cibles d'intensité. Cette idée exige des grands pollueurs qu'ils réduisent le volume de leurs émissions en fonction de leur production, sans toutefois limiter les émissions totales.

Le document gouvernemental prévoit plusieurs options pour permettre aux entreprises d'atteindre leurs objectifs.

Selon des sources qui ont pris part aux consultations avec le ministre Prentice et d'autres fonctionnaires, trois principales options seraient en jeu: des contributions des pollueurs à un fonds technologique; des crédits qui réduiraient les obligations de réduction des émissions en échange de bonnes actions dans d'autres secteurs; et des échanges de crédits d'émissions entre les entreprises.

Ces différentes options pourraient être utilisées conjointement.

Presse canadienne

Circonscriptions Sections de vote* Adresses des bureaux de révision

*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre avis d'inscription.

SAINTE-MARIE-SAINT-JACQUES

1 à 72 148 et 149 151 et 152	Bureau du directeur du scrutin 533, rue Ontario Est Montréal
73 à 147 150 153	Résidences universitaires UQAM 303, boulevard René-Lévesque Est Montréal

TAILLON

1 à 189	Bureau du directeur du scrutin 3180, chemin de Chambly (Bureau 203) Longueuil
---------	---

VERDUN

1 à 116 151 à 155	Bureau du directeur du scrutin 5970, rue Bannantyne Montréal
117 à 150	Centre communautaire Elgar 260, rue Elgar Montréal

VIAU

1 à 148	Bureau du directeur du scrutin Faubourg St-Michel 3351, rue Jarry Est Montréal
---------	---

Circonscriptions Sections de vote* Adresses des bureaux de révision

*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre avis d'inscription.

VIMONT

1 à 178	Bureau du directeur du scrutin 1806, boulevard des Laurentides Laval
---------	--

WESTMOUNT-SAINT-LOUIS

1 à 103 132 à 141 149 à 153	Bureau du directeur du scrutin (2, Place Alexis-Nihon, bureau 801) 3500, boul. De Maisonneuve Ouest Montréal
104 à 131 142 à 148 154 à 158	Centre Dollard-Cormier 3590, rue Saint-Urbain Montréal



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

ÉDITORIAL

Chine Inc.

Depuis une semaine, toutes les places boursières du monde sont en proie à un malaise à l'origine... étrange. En effet, comment se fait-il que le recul de la Bourse de Shanghai, où seules sont inscrites les entreprises chinoises n'ayant pas investi un dollar à l'étranger, ait provoqué une réaction en chaîne? La réponse tient en trois facteurs. Pour l'instant du moins.

Le fait économique de l'heure a pris la forme d'une intrigue, du mystère au sens propre, pendant plusieurs jours. Il a suffi qu'un indice régional, il s'agit évidemment de Shanghai, termine une séance de transactions en forte baisse pour que tout le monde, si l'on peut dire, emboîte le pas. Et pas seulement New York, Londres, Francfort et autres premiers rôles de la finance, mais également les seconds couteaux de Buenos Aires, São Paulo, Istanbul et autres Bourses où, à l'instar de Shanghai, seules les actions des entreprises locales sont l'objet de marchandage.

Rétrospectivement, lorsque l'on fait une lecture à plat, une lecture à l'aune de l'empirisme, trois variables ayant concouru à ce repli quelque peu inquiétant émergent avec plus de poids que d'autres. Sans les hiérarchiser, on laisse cela aux maîtres économistes, voici leurs identités: le regain du patriotisme financier en Chine, le «yen carry trade» et la récession de l'immobilier résidentiel aux États-Unis.

Le patriotisme chinois. «Il est dangereux d'autoriser des participations malveillantes d'entreprises étrangères dans des sociétés chinoises.» Ce propos symbolisant l'inclination nationaliste qui a cours actuellement dans l'empire du Milieu, n'appartient pas à un quelconque courtier ou président de compagnie, mais bien au grand patron de l'Office national de statistique de Chine.

Après des mois de lobbying, cet homme de pouvoir et d'autres avec lui ont obtenu gain de cause. Soit que les autorités serrent la vis au capital venant de l'extérieur. Cela s'est traduit notamment par un décret imposé en septembre dernier seulement et qui restreint l'entrée des étrangers dans le capital de sociétés chinoises. Il va même jusqu'à prévoir l'invalidation d'une transaction passée.

À la suite de cette décision, bien des sociétés occidentales ont vu leurs gestes en sol chinois rétroactivement annulés ou faire l'objet d'une étude administrative qui, on le devine, épuise la patience des acteurs concernés en jonglant avec le temps long, très long. Qui plus est, ce décret s'est accompagné de règles qui limitent tellement la marge de manœuvre des banques occidentales ou japonaises que plusieurs d'entre elles ont remis sur les étagères leur plan d'ouverture de succursales aux coins des rues.

Le «yen carry trade». Cette expression désigne l'opération consistant à investir les emprunts libellés en yen dans des obligations américaines, européennes ou encore canadiennes quand ce n'est pas dans des véhicules financiers offrant un intérêt plus élevé que celui qui a cours au Japon. Ce phénomène a pris une telle ampleur que bien des analystes de l'Asie le jugent plus dangereux que ce qui a été observé en Chine. On s'explique.

À la fin des années 90, la Banque centrale japonaise s'est mise à proposer le taux d'intérêt zéro. Assez rapidement, des institutions financières, notamment européennes, ont levé des masses d'emprunts à Tokyo pour mieux acheter des titres garantissant entre 4 % et 6 % d'intérêt. Lorsque ces gestionnaires ont constaté que la Réserve fédérale (Fed) américaine était décidée à augmenter le loyer de l'argent, ils ont tout naturellement acheté des bonds *Made in USA*. Surtout depuis que le taux de la Fed a été fixé à 5,25 %, ce *carry trade*, cette délocalisation financière a eu pour conséquence un tel gonflement des liquidités qu'il a gommé passablement la prise de risque. En clair, on a manqué de prudence.

L'immobilier aux États-Unis. Dans une étude qu'il a consacrée à ce sujet, l'économiste Yanick Desnoyers de la Financière Banque Nationale écrit notamment ceci: «Si la chute du secteur se poursuivait en première moitié de 2007, comme nous le prévoyons, la dégrèlerait deviendrait tout à fait comparable à celle de la récession de 1990-91.» Pour les confrères de Desnoyers de la National Association of Business Economists, les prêts hypothécaires qualifiés d'exotiques, conçus pour les Américains plus ou moins désargentés, constituent «le plus grand risque pour les marchés financiers».

Quid de l'intrigue: après avoir additionné ces facteurs, après avoir constaté, par exemple, que l'immobilier ne rapportait plus un cent, des acteurs imposants de la finance ont liquidé leurs actions pour se ruier vers les obligations d'État. En un mot, la correction observée ces jours-ci est loin d'être terminée.



Serge Truffaut

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Lettre aux souverainistes tentés par l'ADQ

Mario Dumont se targue de défendre l'identité québécoise, mais quand vient le temps de permettre à cette identité de s'exprimer pleinement et clairement, il recule et il se veut plutôt le défenseur d'un Québec autonomiste. C'est un vœu pieux que d'être en faveur de l'autonomie du Québec et de vouloir des changements constitutionnels alors que l'on sait que le gouvernement Harper et encore moins les libéraux ne souhaitent pas rouvrir la Constitution.

Mario Dumont et son parti critiquent avec virulence et souvent avec démagogie les accommodements raisonnables qu'ils dénoncent comme des entraves au plein épanouissement de l'identité québécoise, mais pourquoi ne se prononcent-ils pas en faveur du rapatriement complet à l'État québécois des pouvoirs délégués au gouvernement fédéral en vertu de la Constitution canadienne? Pourquoi ne souhaitent-ils pas que le Québec participe à titre de pays au concert des nations à l'ONU et dans d'autres organisations internationales? Clamer que l'on défend l'identité québécoise sans prendre les véritables outils pour la défendre relève de l'ignorance ou du déni. C'est comme si M. Dumont ne se souvenait pas de l'échec du Lac Meech ou des propositions lamentables que le gouvernement fédéral offrait aux Québécois dans l'entente de Charlottetown.

En ce qui concerne la question nationale, l'ADQ est une girouette. Il avait milité dans le camp du oui en 1995, mais il est redevenu un parti fédéraliste. Ce parti, comme tout parti attiré par la démagogie, tente de décrypter et de se conformer aux modes et aux tendances qui circulent dans la société québécoise. C'est ce que Mario

Dumont a fait lorsqu'il a soutenu Radio X qui déversait sur la ville de Québec son flot quotidien d'ordures et de vulgarités, c'est ce qu'il a fait avec les accommodements raisonnables et c'est ce qu'il fait maintenant avec la question nationale. Actuellement, l'indépendance du Québec ne semble plus être au goût du jour, du moins de l'avis des stratèges de l'ADQ. Il faut donc proposer un projet autonomiste accrocheur, mais vain.

La seule façon d'exprimer pleinement notre identité est de faire l'indépendance du Québec, mais on ne peut pas compter sur le chef adéquat pour la réaliser.

Nicolas Bourdon
Professeur au Collège de Valleyfield
Le 28 février 2007

Le personnel de la santé est à bout de souffle

Je ne veux surtout pas faire de politique dans mon message. Je ne veux que dire ma réalité. Je suis un travailleur du système de la santé et je peux vous dire que ce que le gouvernement nous dit depuis le début de son mandat, «tout va bien, tout s'améliore, etc.», tout cela, c'est de la foutaise. Les améliorations que ce gouvernement a apportées au système de la santé, il les a faites sur le dos des travailleurs et travailleuses. Le taux d'absentéisme relié à la surcharge de travail est effarant. Médecins, infirmières, infirmières auxiliaires, ainsi que tous les intervenants en santé sont à bout de souffle. Le gouvernement, les ordres professionnels et le conseil canadien d'agrément nous en demande chaque jour un peu plus sans toutefois qu'il y ait un consensus pour augmenter les ressources humaines sur le terrain. Par contre, le nombre de

cadres augmente. Le vrai problème est que ces derniers pour justifier leur travail augmentent le niveau de «paperasse», ce qui vient augmenter les tâches du personnel soignant qui n'en peut plus. Selon vous, qui est le plus grand perdant dans tout cela? Le patient, qui pourrait être vous ou l'un de vos proches.

Denis Guay
Lévis, le 27 février 2007

Les Québécois ne méritent pas leur pays

Avec les élections qui s'en viennent, tous débattent sur la possibilité que le Québec devienne un pays. Nul besoin d'être démographe ou anthropologue pour deviner que cela n'arrivera pas. Car pour que le Québec devienne un pays, il faut que son peuple l'aime. Force est de constater que ce n'est pas le cas, car la population ne veut pas l'assainir au niveau environnemental.

Les déchets jonchent les rues de Montréal et des autres villes, les grosses cylindrées abondent sur les voies rapides et on bénit le gouvernement lorsqu'il investit des milliards dans l'asphaltage des routes. Comment alors oser se dire préoccupé par l'environnement quand rien de concret n'est fait pour l'améliorer? Comment les souverainistes peuvent-ils souhaiter avoir un pays à eux s'ils continuent à le souiller sans vergogne? C'est vrai: qui voudrait d'un dépotitoir souverain? Commençons donc par nettoyer notre cour avant de la clôturer. Alors, seulement, nous pourrions rêver à notre avenir. Sinon, ce seront les générations de nos enfants qui devront ramasser les dégâts.

Olivier Ménard
Montréal, le 27 février 2007

LIBRE OPINION

Les droits de scolarité doivent demeurer faibles

NICOLAS MARCEAU
Professeur titulaire, Département
des sciences économiques

PIER-ANDRÉ
BOUCHARD ST-AMANT
Candidat à la maîtrise en économie

Université du Québec à Montréal

Le Parti libéral du Québec annonce son intention d'accroître les droits de scolarité universitaire de 30 % en cinq ans.

Nous croyons que cela serait mal avisé. Rappelons que deux types de régime permettent de garantir un niveau donné de financement global pour les universités:

Régime avec droits de scolarité élevés et financement public faible

Dans un tel régime, ceux qui fréquentent l'université paient une part substantielle du coût de leurs études, pendant qu'ils étudient. Les niveaux d'endettement qui en découlent peuvent alors être lourds à porter.

Bien que l'accès à l'université dépende d'une variété de facteurs — famille, quartier, écoles fréquentées —, il va de soi que des droits plus élevés se traduisent par un accès moindre à l'éducation universitaire. Pour les jeunes des milieux défavorisés, le régime de prêts et bourses peut, bien entendu, compenser des droits de scolarité élevés, mais il ne faut pas négliger que dans ces milieux, la perspective d'un lourd endettement est un frein à la poursuite des études.

Pour ce qui est des jeunes de la classe moyenne, bon nombre ne sont pas admissibles à une aide financière significative et plusieurs concluent que c'est de leur côté que la baisse de fréquentation pourrait être la plus forte à la suite d'une hausse des droits.

La contrepartie de droits de scolarité élevés, c'est évidemment un financement public moins important et, en conséquence, des niveaux d'impôts plus faibles à court terme.

Régime avec droits de scolarité faibles et financement public élevé

Dans ce régime, ceux qui fréquentent l'université paient peu pendant leurs études. Les niveaux d'endettement qui en résultent sont donc moins importants.

L'accès à l'université est évidemment plus aisé que dans l'autre régime. Toutefois, parce que les droits de scolarité sont faibles, le financement public se doit d'être plus important, ce qui se traduit par des impôts plus élevés, à court terme à tout le moins.

Certains prétendent qu'un régime à droits de scolarité faibles est inéquitable parce qu'une portion des jeunes fréquentant l'université est issue des milieux favorisés. Cet argument n'est pas valable. Dans un régime à droits faibles, la plus grande part des revenus des universités est financée par l'État, à même les impôts prélevés. Ces impôts sont progressifs, étant en bonne partie payés par les contribuables à hauts revenus, ceux-là mêmes qui ont, dans le passé, fréquenté l'université et qui ont par la suite eu du succès sur le marché du travail. Les enfants des milieux favorisés, comme tous ceux pour qui «fréquentation universitaire» sera synonyme de «revenus élevés», paieront les impôts appropriés le moment venu.

Bref, dans un régime à droits de scolarité faibles, les bénéficiaires privés de l'éducation sont d'autant plus taxés qu'ils sont élevés, et on épargne ceux pour qui ces bénéfices ne sont pas au rendez-vous. Sur le plan de l'équité, cela est tout à fait désirable.

Parlant d'équité, signalons aussi que le passage d'un régime à droits faibles à un régime à droits élevés revient à accorder des baisses d'impôt à la génération actuelle des bien nantis qui ont bénéficié de droits faibles alors qu'ils étaient étudiants. Cela constitue un cadeau dont cette seule génération bénéficiera. Bonjour la responsabilité lucide et l'équité intergénérationnelle!

Explication historique

À long terme, le financement public de ses universités est un investissement rentable pour le Québec. Un diplômé universitaire, grâce aux impôts supplémentaires découlant de son salaire plus élevé, paye

en moyenne plus de sept fois ce qu'il en coûte de le former. De plus, les fruits des investissements d'aujourd'hui seront récoltés au moment où le gouvernement subira des pressions fiscales importantes, notamment à cause de la démographie.

Par ailleurs, s'appuyant sur le fait que les taux de fréquentation universitaire et les droits de scolarité sont plus élevés dans quelques provinces canadiennes qu'au Québec, certains affirment que des droits de scolarité élevés ne réduisent pas l'accès à l'université. Ce type d'argument est grossièrement incorrect. Illustrons!

En observant que la majorité des vins de moins de 25 \$ se vendent moins chers en Ontario qu'au Québec, et que les Québécois sont les plus grands consommateurs de vin au Canada, devrait-on conclure que la consommation de vin augmente lorsque le prix du vin augmente? Bien sûr que non! Comme le dit le proverbe, comparaison n'est pas raison.

La fréquentation universitaire relativement faible au Québec, par rapport aux autres provinces, s'explique par des facteurs historiques, dont la mise en place relativement tardive de notre système public d'éducation. Les 45 ans et plus du Québec sont nettement moins scolarisés que leurs équivalents des autres provinces.

Or, le fait qu'un ou les deux parents aient fréquenté l'université joue de manière importante dans la décision d'un jeune de la fréquenter lui aussi. Comme les parents du Québec sont généralement moins scolarisés que ceux des autres provinces, le Québec, s'il veut combler son retard de scolarisation, doit encourager plus fortement ses jeunes à fréquenter l'université. Pour y parvenir une politique de droits de scolarité faibles est parfaitement adéquate.

Depuis les années 60, le Québec a effectué un important rattrapage en matière de scolarisation. On le mesure, par exemple, par les taux de diplomation post-secondaire des 15-44 ans du Québec et des autres provinces, qui sont aujourd'hui comparables. En 1984-85, au Québec, le taux d'accès à l'université

(soit la proportion des membres d'une génération accédant à l'université) s'établissait à 30,1 %, alors qu'en 2005-06, ce taux avait grimpé à 41,4 %. Le modèle qui nous a permis d'effectuer ce rattrapage est précisément celui que l'on nous propose de jeter par-dessus bord aujourd'hui.

À l'encontre de la logique économique

Accroître les droits de scolarité réduira donc la fréquentation universitaire, en particulier chez ceux de la classe moyenne qui ne sont pas admissibles à une aide financière significative. Ceux qui contestent une telle affirmation ont à démontrer que dans le cas de la demande d'étude universitaire, et à l'encontre de tout ce qui s'enseigne dans les départements d'économie, une hausse de la tarification ne se traduirait pas par une baisse de la consommation.

Une hausse des droits accompagnée d'une baisse de fréquentation, est-ce bien ce que l'on veut alors qu'on se plaint d'une productivité faible au Québec, et qu'il est bien établi qu'une hausse de la scolarisation fait croître la productivité?

Le Québec a une économie relativement peu capitalisée (faible stock de capital physique par travailleur), ce qui tend à réduire la productivité de nos travailleurs. Pour accroître notre productivité, on peut tenter de faire croître le stock de capital en favorisant l'investissement, mais les nécessaires politiques publiques à cet égard ont leurs limites.

Inversement, les politiques éducatives peuvent avoir des effets très puissants sur la scolarisation. Dans ce contexte, pourquoi le Québec devrait-il se priver d'accroître la fréquentation universitaire de ses jeunes? Doit-on laisser se creuser les écarts de productivité que nous avons par rapport à nos principaux partenaires?

Depuis 1960, le Québec a fait des progrès significatifs sur le plan de la scolarisation, mais des retards demeurent qui exigent des politiques publiques appropriées. Nous croyons qu'un régime de droits de scolarité faibles est le gage d'autres progrès dans les années à venir.

IDÉES

Coopération avec un continent oublié

Miser sur les leçons à tirer
de nos échecs en Afrique

DENNIS DAWSON

Sénateur

Le 15 février dernier, le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international a déposé son rapport, *Surmonter 40 ans d'échec: nouvelle feuille de route pour l'Afrique subsaharienne*. Ce rapport se fonde sur la clairvoyance et l'expertise de plus de 400 témoins de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de l'Afrique. Il s'inspire également de la sagesse et de la compréhension des membres du Comité. Certains d'entre nous ont voyagé en Afrique et ont été témoins de ce qui se passe dans les pays comme l'Éthiopie, le Kenya, l'Est du Congo, le Nigeria et le Sénégal.

Ce que nous avons pu constater à maintes reprises au cours de nos deux années d'étude, c'est que la planète entière a indéniablement connu un essor économique au cours des 40 dernières années, à l'exception de l'Afrique. De graves erreurs ont de toute évidence été commises par les gouvernements africains et par la communauté internationale.

L'ACDI: au-delà du battage médiatique

À l'examen de tous les programmes mis en place par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au fil des ans, on est porté à croire que ces initiatives, bien que de faible envergure et de courte durée, ont porté des fruits.

Mais si nous examinons plus en profondeur les comptes rendus de ces réalisations, que constatons-nous? Tout organisme a intérêt à examiner les résultats de ses efforts dans leur ensemble. Par exemple, en quoi les 100 millions sur deux ans (2004-2005) que le Canada a versés à l'Organisation mondiale de la santé pour atténuer l'impact de l'épidémie du VIH-sida en Afrique ont-ils contribué à atténuer ce fléau? Quel est l'impact à ce jour du programme du Corps canadien mis en place par le Canada en 2004 pour soutenir les principes de bonne gouvernance en Afrique? Et L'ACDI contribuera-t-elle à différentes initiatives l'année suivante?

Depuis sa création en 1968, l'Agence a dépensé 12,4 milliards de dollars en aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne, sans véritablement obtenir de résultats notables ou durables. Le Comité a entendu des témoins dire que l'ACDI était considérée comme l'une des agences d'aide bilatérale parmi les plus lentes dans le monde. Seulement quelque 19 % des employés de l'ACDI travaillent actuellement sur le terrain. Les 81 % qui restent travaillent depuis Ottawa où ils occupent des postes d'autorité pour les programmes de l'Agence.



ARCHIVES LE DEVOIR

Une école en plein air

Les problèmes de l'ACDI ne sont pas le résultat d'un seule politique, initiative ou d'un seul programme mal avisés; ils sont systémiques. Onze ministres ont dirigé l'Agence depuis 1989, d'où l'impossibilité de donner une orientation cohérente à ses travaux. Le ministre de l'ACDI est considéré comme un ministre de second

rang et, à ce titre, il est tenu d'accepter les politiques en place, plutôt que d'en élaborer de nouvelles. À défaut de changements, les capacités de l'ACDI continueront de se détériorer avec le temps. C'est pourquoi le Comité recommande l'examen de l'avenir de l'Agence.

Que l'ACDI soit restructurée ou non, le rapport recommande que le gouvernement du Canada crée un bureau pour l'Afrique doté de personnel qualifié dans différents domaines, y compris l'aide, le commerce, la sécurité et les affaires étrangères, et dont le mandat principal consistera à développer l'économie de l'Afrique. Au moins 80 % du personnel, des ressources et des autorités financières devraient être décentralisées sur le terrain. Il deviendrait la responsabilité d'un nouveau ministre du Développement international, lequel devrait être membre à part entière du Cabinet fédéral.

Au-delà de l'aide

En plus de la création d'un bureau pour l'Afrique, le Comité recommande que la politique étrangère canadienne, actuellement axée sur l'aide internationale, se consacre davantage à la croissance économique de l'Afrique. Pour y arriver, l'un des plus importants rôles du Canada serait de participer à la création de débouchés commerciaux pour les pays africains.

Le gouvernement du Canada est déjà sur la bonne voie avec son initiative sur l'Accès des pays les moins développés aux marchés, l'une des initiatives les plus importantes jamais entreprises à ce jour dans le monde. Grâce à elle, 34 pays africains ont actuellement accès au marché canadien tout en bénéficiant de la franchise douanière. L'élimination des contraintes commerciales est une mesure d'incitation à investir davantage dans les pays en développement.

Tout comme nous devons apprendre de nos erreurs, nous devons de la même manière miser sur nos succès. C'est pourquoi le Comité recommande que le gouvernement fédéral élargisse la portée de cette initiative à tous les pays à faible revenu de l'Afrique subsaharienne. Cette mesure permettrait à 12 autres pays africains à faible revenu de bénéficier de la libéralisation des échanges. [...]

Un autre moyen d'aider les Africains à améliorer par eux-mêmes leur situation consiste à leur donner accès au microcrédit. Les entrepreneurs africains sont souvent freinés parce qu'ils ne peuvent obtenir un financement de base, notamment le crédit nécessaire pour créer une entreprise et l'agrandir. [...]

Avec la création d'un bureau pour l'Afrique, le Canada sera bien placé pour influencer et participer des initiatives comme celles-ci, qui ont fait leurs preuves [...]. Le bureau pour l'Afrique sera une source d'inspiration pour le Canada qui est déterminé à évoluer et à agir en tant que chef de file, avec pragmatisme.

Les silences
des sénateurs

GERRY BARR

Président-directeur général, Conseil canadien pour la coopération internationale

MARIA-LUISA MONREAL
Directrice générale, Association québécoise des organismes de coopération internationale

Il faut se féliciter du rapport sur l'Afrique rendu public par le Sénat il y a quelques jours, car il témoigne d'une grande énergie, et ses auteurs ne mâchent pas leurs mots. Mais l'on pourrait aussi s'en affliger pour les mêmes raisons.

Après avoir étudié la question pendant deux ans, les sénateurs concluent que l'aide internationale n'est pas efficace en Afrique. Voilà 40 ans que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) octroie des fonds à ce continent éprouvé, et celui-ci est aujourd'hui plus pauvre qu'auparavant.

Les sénateurs disent peu que la contribution par habitant des pays riches au développement plafonne, tandis que la pauvreté en Afrique continue de progresser.

Autre fait passé sous silence: l'Afrique croule sous le poids des dettes. Entre 1970 et 2002, elle a touché 540 milliards de dollars en prêts et a remboursé 550 milliards en intérêt et capital, mais elle doit encore près de 300 milliards. Lorsqu'ils seront libérés de leur dette, les États pauvres pourront consacrer plus d'argent aux besoins vraiment importants: la nourriture, l'eau potable, le logement, la santé, l'emploi, l'éducation et le développement de leur économie.

Les sénateurs ont raison de critiquer les États africains pour leur irresponsabilité et dans certains cas pour le détournement éhonté des fonds publics à des fins privées, cas flagrants où les gouvernements ont agi en bandits plutôt qu'en dépositaires du bien commun. Mais ils ne font nulle mention de la protection dont ces mêmes gouvernements ont bénéficié de la part des grandes puissances du monde qui, pendant ce temps, regardaient ailleurs et encourageaient cette corruption patente.

Un soutien néanmoins utile

Les sénateurs réclament une approche axée sur les résultats. La société civile et le secteur privé se rallient à cette méthode et se méfient des mesures de «soutien budgétaire», soit le versement de fonds aux gouvernements des pays en développement aux fins de programmes nationaux.

Toutefois, les sénateurs ne mentionnent pas que le «soutien budgétaire» est parfois utile. En Tanzanie, par exemple, en un an seulement, les inscriptions à l'école primaire sont passées de un million et demi à trois millions. Pourquoi? Parce que le «soutien budgétaire» (soit le financement d'État à l'État) a permis l'abolition des droits de scolarité, ce dont de nombreux pauvres ont profité pour inscrire leurs enfants à l'école.

Ce mode de financement est justifié par l'obligation qu'a l'État d'offrir un soutien minimal aux citoyens, principalement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité alimentaire.

À mettre en œuvre

Le rapport des sénateurs présente de nombreuses recommandations. Il est possible de mettre en œuvre l'une de celles-ci dès maintenant, tandis qu'une autre se révélerait une mauvaise décision. Les sénateurs réclament que l'ACDI obtienne un «mandat légiféré» ou que l'Agence soit carrément abolie.

Aujourd'hui, l'idée d'un mandat légiféré pourrait faire son chemin à la Chambre des communes. Le projet de loi sur l'optimisation de l'aide internationale du Canada (C-293) doit faire l'objet d'un débat. Lorsqu'il aura été adopté, ce projet de loi d'initiative parlementaire obligera le Canada à concentrer son aide étrangère sur l'élimination de la pauvreté et la promotion des droits de la personne. Avec cette nouvelle loi, il faudra tenir compte du point de vue des personnes qui vivent dans la pauvreté.

En outre, la loi obligera le Parlement à examiner chaque année les dépenses d'aide internationale, qu'elles aient été faites par l'ACDI ou par d'autres ministères comme celui des Finances ou des Affaires étrangères.

Ce serait une erreur de suivre la recommandation selon laquelle la totalité de l'enveloppe d'aide internationale du Canada doit être confiée au ministère des Affaires étrangères. Lorsque le développement est mis en concurrence avec le commerce, la sécurité et la géopolitique, les pauvres sont les grands perdants.

L'expérience des organismes de bienfaisance et d'autres groupes actifs dans le domaine du développement montre que l'existence d'une agence nationale indépendante (comme l'ACDI) dont le mandat exclusif est de se consacrer au développement constitue la formule la plus efficace. L'ACDI s'avère le bon instrument, reste à en optimiser l'application.

Le projet de loi sur l'optimisation de l'aide internationale devrait être soumis au Sénat d'ici quelques semaines, dernière étape avant son adoption. Malheureusement, ce projet de loi est examiné à travers le prisme d'un débat partisan qui s'amorce au sujet du prochain budget fédéral à l'approche d'élections électorales. Il ne faut pas tarder, car si le gouvernement est défait à cause de son budget, le projet de loi sur l'aide internationale mourra au feuillet.

Les sénateurs auront donc bientôt la chance de montrer s'ils sont aussi déterminés que leur ton le laisse croire. Ils peuvent réserver au projet de loi C-293 un traitement prioritaire. Il est temps que le Canada se dote d'une loi sur ses dépenses d'aide internationale. Et dans quelques semaines, ce sera aux sénateurs de jouer.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Comment le Canada peut donner espoir
au continent africain

PAUL WOLFOWITZ

Président du Groupe de la Banque mondiale

Les Canadiens ont une fière tradition de générosité, à l'étranger comme dans leur propre pays. Le Canada a accordé 4,1 milliards de dollars d'aide publique au développement (APD) en 2004-05 et contribue actuellement aux efforts de développement de plus de 150 pays partout dans le monde. Il a en particulier montré la voie à suivre pour promouvoir le développement du continent africain en devenant le premier pays du G 8 à appuyer le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et en créant un Fonds pour l'Afrique doté de 500 millions de dollars.

Le souci légitime des Canadiens est d'assurer que les ressources qu'ils consacrent à l'aide soient utilisées de manière efficace et transparente, d'où l'importance pour eux de récuser trois des mythes les plus répandus sur le développement de l'Afrique, à savoir: 1) que le cas de l'Afrique est désespéré; 2) qu'aider l'Afrique est un gaspillage de ressources; et 3) que le continent peut régler ses problèmes tout seul.

Des idées fausses

Nul ne conteste l'ampleur et la complexité des problèmes auxquels l'Afrique fait face. Les statistiques ne sont que trop connues de tous. Le paludisme tue un enfant africain toutes les 30 secondes. Le VIH/sida a fait deux millions de victimes durant l'année écoulée, et un nombre plus important encore d'orphelins. Près de 50 millions d'enfants africains ne sont pas scolarisés, et plus des trois quarts de la population du continent n'ont pas l'électricité.

Depuis mon arrivée à la Banque mondiale, je me suis rendu dans 11 pays africains, et j'ai souvent constaté par moi-même les difficultés dans lesquelles se débat le continent. Mais j'ai également observé des signes tangibles de progrès.

La réalité est que l'Afrique est en passe de devenir un continent d'espoir. Les conflits diminuent, et les petites entreprises se multiplient. Au cours des dix dernières années, 17 pays représentant environ le tiers de la population du sous-continent ont enregistré systématiquement une croissance réelle d'au moins 4 % par an, atteignant même, dans certains cas, 7 ou 8 % en moyenne. Cette croissance n'est pas encore aussi forte qu'il le faudrait, mais elle a permis à des pays comme le Mozambique, par exemple, de quasiment doubler la proportion d'enfants scolarisés dans le primaire, qui est passée de 40 % à 70 % en l'espace de 10 ans. Des signes de progrès comme ceux-là marquent clairement une rupture avec le passé et montrent que l'avenir peut être porteur d'espoir pour l'Afrique.

La deuxième idée fausse est que l'aide au développement est dilapidée par des gouvernements africains corrompus. Des cas de gaspillage ont assurément été observés dans le passé, mais il est gratifiant de constater que les Africains eux-mêmes font de plus en plus entendre leur voix pour éviter que des erreurs aussi déplorables ne se répètent.

On assiste à l'émergence d'une nouvelle génération de leaders en Afrique, qui reconnaissent leur responsabilité envers le peuple et qui sont en droit d'attendre des pays riches le soutien dont ils ont besoin.

Récemment, les Libériens ont eu pour la première fois depuis de nombreuses années l'occasion de participer à des élections libres, après que l'intervention des Nations Unies a permis de mettre un terme à la guerre civile qui déchirait le pays. Ils ont choisi une candidate déterminée à réformer l'économie et à combattre la corruption, Ellen Johnson-Sirleaf, qui est ainsi devenue la première femme présidente d'un pays africain. [...]

De plus en plus de gouvernements se plient aux limitations imposées par leurs constitutions, et de plus en plus de dirigeants cèdent pacifiquement les rênes du pouvoir au terme de leur mandat. Les Africains sont de plus en plus nombreux à juger la corruption inacceptable, et leurs dirigeants les écoutent, ce qui contribue à rendre l'aide au développement plus efficace.

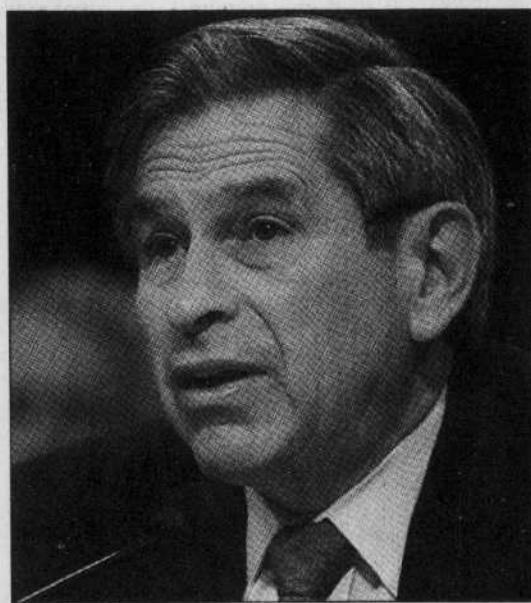
L'aide nécessaire

Le troisième mythe est que si les gouvernements africains faisaient simplement ce qu'il fallait, ils n'auraient aucun besoin d'aide étrangère. Mais même les pays les plus performants, comme la Corée du Sud et la Chine, ont dû faire appel aux donateurs. À elle seule, la Banque mondiale a ainsi accordé une aide de plus de 20 milliards à la Corée du Sud sur quatre décennies, et d'environ 45 milliards à la Chine sur une période de 20 ans. C'est d'apports de ce type, voire plus importants encore, que l'Afrique a besoin.

Dans toute la région, le délabrement des infrastructures bride l'activité des entreprises et empêche de tirer parti des possibilités offertes par les marchés internationaux. Le mauvais état des routes, le défaut d'entretien des ports et le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité font que, à distance égale, le coût de transport d'un conteneur est trois fois plus élevé pour un entrepreneur en Afrique que pour son homologue chinois. [...]

Les Africains ont besoin de pouvoir accéder aux marchés internationaux, et les financements que leur procurent les bailleurs de fonds les aident à y parvenir.

Le Canada ne cesse de démontrer son engagement en faveur de l'Afrique. Il a été en première ligne du combat mené à l'échelle internationale pour réduire le fardeau de la dette des pays les plus pauvres de la pla-



ARCHIVES LE DEVOIR

Paul Wolfowitz

nète, et il a annulé les créances de dix pays africains dans le cadre de son initiative d'allègement de la dette.

Le Canada est également à la pointe des actions menées pour soutenir les programmes de lutte contre la tuberculose, qui tue chaque année plus de 500 000 Africains. Il joue un rôle moteur dans le domaine de l'éducation de base, en appuyant les programmes nationaux d'enseignement d'une douzaine de pays africains partenaires. Le Canada prend une part très active aux initiatives de rétablissement de la paix, aux efforts de stabilisation et aux réformes humanitaires. C'est l'un des principaux bailleurs d'aide à la mission de l'Union africaine au Soudan, et il joue un rôle important à ce titre.

Une aide accrue du Canada est pourtant nécessaire si l'on veut assurer la poursuite des progrès sur le continent. Ce surcroît d'aide à l'Afrique est indispensable pour contribuer à la recherche de solutions aux problèmes liés à la transparence de l'action publique, à la lutte contre la corruption et à la participation de la société civile, autant de questions jugées importantes par les Canadiens. [...]

Il appartient aux Africains de maintenir le cap des réformes décisives qui s'imposent pour vaincre la pauvreté. Mais les Africains ont aussi besoin que des pays donateurs comme le Canada collaborent avec des organismes de développement comme la Banque mondiale pour leur donner le coup de main qu'ils sont en droit d'attendre.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairendre Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (communisme) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (science); Michel Garneau (cartooniste); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahier spécial et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derom, Patrick Cossette (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING** Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). **LA PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, Olivier Zaida. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Lederc. **L'ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

LES ACTUALITÉS

RICARD

SUITE DE LA PAGE 1

Quelques mois plus tard, il rentrait à Paris, passablement affaibli par la fièvre typhoïde, mais des images impérissables plantées dans la mémoire. Comme celle de Kangyur Rinpotché, l'homme de 70 ans qui allait devenir l'un de ses maîtres. Il était adossé à une fenêtre derrière laquelle s'étendait un océan de nuages transpercé par le Kanchenjunga, un sommet de plus de 8000 mètres. Pendant trois semaines, Matthieu Ricard s'est contenté de s'asseoir devant lui du matin au soir, fasciné «par la profondeur, la force, la sérénité et l'amour qui émanaient de cet homme».

En bon touche-à-tout, il s'est jadis passionné pour l'astronomie, la musique, l'ornithologie et l'art, grâce à sa mère peintre, Yahne Le Tournellin. A 22 ans, il a même écrit un livre sur les migrations animales. Un chemin tracé vers la science sur lequel il choisit d'avancer au retour de l'Asie.

Jeune étudiant à l'Institut Pasteur, il effectue une thèse en génétique cellulaire sous la direction du Prix Nobel de médecine François Jacob, pour finalement se convertir au bouddhisme. «Si les scientifiques et les moines bouddhistes ont quelque chose à se dire? Tout le temps. On n'arrête pas de se parler!», souligne-t-il en riant.

Encore aujourd'hui, il n'hésite pas à mettre ses connaissances et son état de moine bouddhiste au service de la science. En collaboration avec plusieurs universités états-uniennes dont celle du Wisconsin, célèbre pour ses recherches dans le domaine, il participe activement à des travaux scientifiques qui analysent l'influence de la méditation à long terme sur le cerveau (plasticité neuronale). Comme quoi le rationalisme de la science moderne occidentale peut s'entendre avec la tradition bouddhique vieille de plus de 2500 ans.

«Depuis six ans, nos recherches montrent que l'on peut cultiver nos qualités intérieures, comme l'altruisme et la compassion, de la même façon que l'on peut devenir bon au tennis ou aux échecs», fait remarquer le scientifique devenu moine. «Nous serons bientôt à même de confirmer et de préciser l'effet de l'entraînement de l'esprit sur la tension et l'équilibre émotionnel», ajoute-t-il, sans pouvoir en dire davantage sur les conclusions de ces recherches à paraître cette année.

La dalai-lama-mania

Avec près de 360 millions d'adeptes dans le monde, difficile de ne pas reconnaître que cette idée du bonheur que propose le moine séduit les foules. Au Québec, les églises se vident, mais on compterait plus de 40 000 adeptes de cette religion, sans compter tous ceux qui en partagent les valeurs.

Comment expliquer cet engouement? «S'il y a moins d'adhésion aux religions traditionnelles, c'est peut-être que le bouddhisme n'est pas une religion monothéiste fondée sur la foi. Cela créerait moins de malaise en ce sens», avance timidement le moine.

Même si la popularité du bouddhisme bat son plein en Occident, Matthieu Ricard hésite à se ranger du côté de son maître, le dalai-lama, qui, lui, qualifie humblement cet engouement pour le bouddhisme de simple «effet de mode». En France, en 2003, quelque 12 000 personnes s'étaient rassemblées au stade de Bercy pour écouter le grand maître spirituel en exil, dont le nom signifie «océan de sagesse». Certains médias avaient alors fait leurs choux gras du «dalai-lama rock star».

«Ce n'est pas fair-play. Ce n'est même pas le public d'un match de foot de 2^e division, et on fait les gorges chaudes parce que des milliers de personnes se rassemblent pour réfléchir sur des éléments de philosophie. Le dalai-lama n'est pas un évangéliste. Que des personnes veuillent réfléchir dans un cadre introspectif me semble louable. On devrait s'en féliciter», croit Matthieu Ricard.

Devant la double vocation du dalai-lama, à la fois maître spirituel et leader en exil du Tibet, Matthieu Ricard se défend bien de voir une confusion des genres. «Il n'est pas politique au mauvais sens du terme. Il met ses facultés et sa compassion au service du peuple. D'ailleurs, depuis dix ans maintenant, c'est le seul chef d'État qui ait imposé la démocratie au peuple. Il a dissous le cabinet et a dit à la population d'en refaire un», explique le moine.

Depuis qu'il a quitté le Tibet en 1959, le 14e dalai-lama a un lourd fardeau à porter. Durant les 15 premières années de son exil, un génocide s'est produit — 1,2 million de Tibétains sur six millions ont été tués — et des milliers de monastères ont été détruits par les Chinois.

Il lui faut soutenir le moral des troupes qui se font décimer tout en prônant des valeurs de paix, de tolérance et de compassion. «Les Chinois diront le contraire, mais la plupart des Tibétains ont gardé une profonde dévotion et une grande confiance en lui», insiste Matthieu Ricard.

Pour sa part, malgré la sombre réalité du peuple tibétain, le moine-photographe se fait un devoir de capter sur pellicule des petits bouts «plus roses» d'humanité, comme dans son plus récent livre de photographies, *Regards de compassion*. «Pas seulement pour archiver la culture de ce peuple, mais pour montrer des visages de sérénité. Pour donner une note d'espoir», soutient celui qui a gravé plus de 12 000 photos sur céderons.

Une note d'espoir qui trouve écho chez les Tibétains qui attendent le retour de leur chef, en exil depuis presque 50 ans déjà. «Quand je demande aux gens s'ils ont un message à me donner pour que je le transmette au dalai-lama, ils me répondent: "Dites-lui simplement que nous sommes-là"».

Le Devoir

Précisions

Dans notre édition du vendredi 2 mars, nous écrivions en page A 5 que le mari de la députée libérale fédérale Marlene Jennings avait été nommé à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié un an avant l'élection de celle-ci. En fait, M. Luciano Del Negro, a été «recruté», selon Mme Jennings, en 1996, mais sa nomination n'a été officialisée qu'en avril 1997. Mme Jennings a été élue deux mois plus tard.

◆ ◆ ◆

Il y a eu confusion dans le texte paru le jeudi 1^{er} mars en page A 5 sur les retombées économiques des contrats militaires. La directrice générale de l'Association québécoise de l'aérospatiale, Sue Dabrowski, a déjà rencontré le ministre de l'Industrie, Maxime Bernier, dans le cadre d'activités de l'industrie. Mme Dabrowski voulait plutôt rencontrer de nouveau le ministre pour parler des nouveaux contrats militaires, ce qu'elle n'a pas pu faire. De plus, Mme Dabrowski précise que, si toutes les entreprises de l'industrie aérospatiale sont bel et bien membres de l'association, cette dernière représente plus spécifiquement les PME du secteur.

FTQ

SUITE DE LA PAGE 1

québécois, mais aussi à son chef, même si on a eu quelques démêlés. Et on va en avoir encore comme on en a eu» avec René Lévesque, Jacques Parizeau et Bernard Landry, a dit le chef syndical.

Les militants de la FTQ «ont passé l'éponge» sur la déclaration de M. Boisclair, a dit M. Massé. Quelques semaines avant le déclenchement des élections, le chef péquiste avait dénoncé le «copinage» entre le PQ et les centrales syndicales ainsi que les «repas arrosés» qui punctuaient cette relation privilégiée.

C'est avant tout l'insécurité économique, touchant tout particulièrement le secteur manufacturier, qui a incité la FTQ à soutenir le PQ. «C'est le temps d'avoir un parti interventionniste sur la question économique. On ne peut pas laisser aller ça comme ça», a dit M. Massé. Le chef syndical estime que c'est «la catastrophe» dans certains secteurs de l'économie, dont la fermeture de l'usine Goodyear est un exemple. Il a critiqué l'inaction du gouvernement Charest en matière économique. «Quand je vais à Valleyfield, quand je vais à Huntingdon, le monde me pogne par la manche de "coat" [pour me dire]: "Il y a juste vous autres, la FTQ, qui pouvez nous sauver. Faites quelque chose". Ils sont découragés; c'est à brailler, c'est à pleurer», a déclaré M. Massé.

En appuyant la plate-forme du PQ, la FTQ se trouve à donner son aval à l'abolition de la taxe sur la capital imposée aux entreprises, une première pour une centrale syndicale. «Le Parti québécois a fait le

choix de mener des politiques fiscales pour soutenir le développement économique du Québec et celles des régions», a dit André Boisclair. Le chef péquiste a promis un plan pour encourager l'investissement dans le secteur manufacturier et une politique de tarifs d'électricité prévisibles pour les entreprises.

Cet appui donné par la FTQ n'empêchera pas un gouvernement péquiste de gouverner, a assuré M. Boisclair, ni à la FTQ de manifester contre le gouvernement. «Ni Henri Massé ni moi ne sommes des personnes serviles», a-t-il dit. M. Massé a soutenu que la FTQ n'était «pas inféodée» au PQ. «On garde notre autonomie», a-t-il dit.

André Boisclair n'a pas manqué de relever «la chicane entre les fédéralistes» qui sévit entre Jean Charest et Mario Dumont, le premier accusant l'autre de ne pas être un vrai fédéraliste. «Il y en a un [Charest] qui a complètement abandonné, qui est résigné, et un autre qui est un marchand d'illusions [Dumont]. On est en train de jouer dans le film de Laurel et Hardy du fédéralisme», a-t-il fait valoir.

Pas de grande surprise, dit Charest

Hier à Roberval, le chef libéral Jean Charest s'est employé à minimiser l'importance de l'appui apporté par le chef de la FTQ au Parti québécois, soutenant qu'il ne changerait rien dans la campagne, «ceci dit en tout respect pour les opinions de M. Massé», a-t-il ajouté. «Les Québécois font la part des choses» devant des appuis comme ceux-là. A ses yeux, il n'y a pas la grande surprise, a-t-il répété à plusieurs reprises hier, ajoutant ne pas y voir «une nouvelle». Pourtant, lors des dernières élections en 2003, la centrale syndicale

CIVILS

SUITE DE LA PAGE 1

sur une autoroute de l'est de l'Afghanistan, à l'est de Jalalabad. Ils auraient ainsi essayé des tirs à l'arme automatique provenant de plusieurs directions immédiatement après l'attaque à la voiture piégée. Les victimes se seraient donc retrouvées au milieu de tirs croisés. «Les soldats ont ouvert le feu pour se défendre», a dit Abdul Ghafour, porte-parole de la police. Un soldat a aussi été blessé dans l'attentat kamikaze.

«Nous regrettons la mort de civils afghans innocents, des morts qui sont le résultat des extrémistes talibans, a expliqué par la suite David Accetta, un porte-parole militaire américain. Encore une fois, les terroristes ont démontré leur mépris pour la vie humaine en attaquant les forces de la coalition dans une zone habitée, sachant que des innocents seraient tués ou blessés dans l'attaque.»

«Nous croyons qu'il est possible que les tirs des insurgés qui ont pris part à l'embuscade soient totalement ou en partie responsables des victimes civiles», a précisé un autre porte-parole militaire américain, William Mitchell. Selon un journaliste de l'Agence France-Presse présent sur place, sept ou huit véhicules civils portaient des impacts de balles.

«Il est difficile pour le moment de savoir combien de civils ont été tués dans l'attentat, par les tirs de la coalition ou ceux des insurgés», a déclaré un autre porte-parole de la coalition, ajoutant qu'une enquête était en cours. Et le bilan des morts est lui aussi difficile à établir avec précision. Après avoir annoncé la mort de 16 civils, la coalition a ramené sans explication ce bilan à huit morts et 35 blessés, en contradiction avec le bilan donné un peu plus tôt par le ministère afghan de l'Intérieur. Selon le ministère, dix civils afghans ont été tués par les tirs des soldats. «Un certain nombre» de civils ont aussi péri, selon le ministère, dans l'attaque suicide, la deuxième en moins d'une semaine contre la coalition.

Mort à l'Amérique!

Peu de temps après la fusillade, des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour dé-

FRANCE

SUITE DE LA PAGE 1

Il n'est pas étonnant que Nicolas Sarkozy recrute aussi bien à droite qu'à gauche, lui qui dit depuis 2002 vouloir «faire exploser le clivage gauche-droite». Autour du candidat de l'UMP, on trouve donc un certain nombre d'économistes influents, comme Nicolas Bavez, défenseur de la thèse du déclin de la France, et Jacques Marseille, selon qui la sécurité sociale française est la plus coûteuse et la plus inefficace d'Europe.

Mais on trouve aussi des historiens de gauche, comme Max Gallo, ancien secrétaire d'État de François Mitterrand. Ultragauliste, cet admirateur de Napoléon et de tous les grands hommes de l'histoire de France s'était rallié en 2002 à Jean-Pierre Chevènement, l'ancien ministre de l'Intérieur de Lionel Jospin qui avait concouru à l'échec de ce dernier au premier tour. Est-ce par nostalgie de la grandeur de la France? Selon lui, la question centrale de la présidentielle, «c'est la question nationale — d'où vient notre pays? quel est son destin, qu'est-ce qu'il est français?».

Mais la véritable surprise est venue d'André Glucksmann défenseur infatigable de la Tchétchénie, de la Bosnie et du Kosovo. Le 30 janvier dernier, cet ancien «nouveau philosophe» annonçait son ralliement à Nicolas Sarkozy, suivi de peu par son collègue et compagnon de combat Pascal Bruckner. Tous deux ont soutenu la guerre en Irak au nom de la défense des droits de l'homme. Selon Glucksmann, «Sarkozy rompt clairement avec cette droite habituelle à cacher son vide derrière de grands concepts pontificaux».

La plupart des observateurs expliquent ce revirement par l'«atlantisme» présumé du candidat de l'UMP et sa sympathie autrefois affichée à l'égard des États-Unis. Positions qui n'ont pas empêché Nicolas Sarkozy de faire plus récemment l'éloge de Jacques Chirac justement pour son opposition à la guerre en Irak. L'an dernier, la revue *Le Meilleur des mondes*, fondée à l'initiative d'André Glucksmann, avait publié un long entretien avec le ministre de l'Intérieur.

Selon le journal *La Croix*, un club de «sarkozystes de gauche» aurait même été créé. Appelé La Diagonale, il regroupe d'anciens membres du Parti socialiste, comme Patrick Rajoin et Philippe Sauvannet, le directeur délégué de l'Espace Pierre Cardin, Nicolas Laugero, et Véronique Vasseur, ancienne médecin-chef de la maison d'arrêt de la Santé et auteur d'un livre accablant sur cette prison.

Plus difficile à saisir semble le désarroi du philosophe Alain Finkielkraut, une des plumes les plus res-



RAFIQ SHIRZAD

Manifestation antiaméricaine, hier, près de Jalalabad, à la suite de la mort de civils.

noncer cette bavure des forces militaires, qu'ils ont accusés d'avoir ouvert le feu sur des civils délibérément. Les manifestants ont aussi scandé «Mort à l'Amérique!» et «Mort à [Hamid] Karzai!». Ils ont même bloqué pendant quelques heures la route où le drame s'est produit.

Plusieurs civils ont été tués par les troupes de l'OTAN et de la coalition dans des incidents similaires ces derniers mois, notamment dans le sud de l'Afghanistan où les talibans multiplient les attaques et attentats suicide. Et le printemps pourrait être encore plus sanglant, puisque les anciens maîtres de Kaboul ont affirmé préparer une offensive ce printemps et menacé d'intensifier leur campagne d'attentats suicide. Ils distribuent d'ailleurs depuis plusieurs jours dans le sud du pays des tracts annonçant leur prochaine offensive. Ils invitent les civils à se tenir à l'écart des patrouilles et des bases des forces de l'OTAN, ainsi que des troupes gouvernementales.

Le dernier, environ 140 attaques suicide ont frappé l'Afghanistan, contre une vingtaine en 2005.

pectées de la scène intellectuelle française. Après avoir été soupçonné de se rallier à Nicolas Sarkozy, il a démenti la rumeur tout en manifestant son aversion à l'égard de la candidate socialiste, dont il dénonce «l'incompétence manifeste». Aversion assez peu argumentée pour l'instant et qui a laissé une partie du monde intellectuel dans l'expectative. L'auteur de *L'ingratitude* hésiterait aujourd'hui entre François Bayrou, un candidat écologiste et Nicolas Sarkozy qui, dit-il, «fait honneur à l'intelligence française».

Ce qui séduit les intellectuels dans le parcours de Nicolas Sarkozy, c'est «son volontarisme, alors que jusqu'ici le volontarisme était de gauche», expliquait récemment l'écrivain Marek Halter. «En plus, dit-il, Sarkozy a la tête du mât; il représente la France d'aujourd'hui parce qu'il n'est pas un Français de souche.» Le discours d'investiture de Nicolas Sarkozy, un texte ampoulé truffé de références littéraires de gauche comme de droite semble en avoir séduit plus d'un.

Du déjà vu

Le flirt des intellectuels réputés de gauche avec la droite n'est pas nouveau. En 1995, plusieurs avaient déjà été séduits par la candidature de Jacques Chirac. Le thème du candidat, prétendant combattre la «fracture sociale», avait d'ailleurs été emprunté au démographe Emmanuel Todd qui le tenait lui-même du philosophe Marcel Gauchet, directeur de la revue *Esprit*. Le futur président avait alors été reçu par le club Phares et balises regroupant de nombreux déçus du mitterrandisme, comme Emmanuel Todd, Régis Debray, Pierre-André Taguieff et Max Gallo. Avant de se retrouver chez Sarkozy, cette mouvance s'était transportée en 2002 chez Jean-Pierre Chevènement, qui avait démissionné du gouvernement de Lionel Jospin au moment de l'entrée de la France dans la première guerre du Golfe.

Devant ces défections à gauche, plusieurs intellectuels ont senti le besoin de sonner le rappel des troupes. Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* publie un texte signé par 160 intellectuels qui dénoncent le «mépris social et le dédain sexiste» dont serait victime Ségolène Royal. Le texte est signé par des intellectuels aussi célèbres que le metteur en scène Patrice Chéreau, le sociologue François Dubet, le philosophe Yves Michaud et le romancier Philippe Sollers. Selon l'un des signataires, l'historien Jacques Julliard, Ségolène Royal suscite des dissensions parce qu'elle remet en question plusieurs dogmes socialistes, en parlant notamment de «réconcilier les Français avec l'entrepris». Le chroniqueur du *Nouvel Observateur* traite certains de ses anciens amis de «marxistes» qui oublient de l'être chaque fois que cela servirait à quelque chose.

avait choisi de rester neutre. «Je ne m'attendais pas à ce qu'il m'appuie. Je n'ai pas demandé son appui non plus, pour tout vous dire, ça vous donne une idée de nos attentes. Je travaille avec M. Massé, je vais continuer à travailler avec lui. Et les autres chefs syndicaux après le 26 mars prochain.»

Par ailleurs, M. Charest a tenu à préciser que son gouvernement et lui n'étaient pas contre les syndicats. A preuve, selon lui, l'opération de réduction du nombre d'accréditations dans le domaine de la santé n'a pas pour autant réduit le nombre de syndiqués au Québec. «Moi, je gouverne pour le bien commun. Et je gouverne pas en fonction d'un groupe en particulier dans la société. Je veux gouverner pour tous les Québécois. C'est ça que je veux. C'est le gouvernement que je veux avoir à partir du 26 mars.»

La présidente de la campagne libérale, la ministre de la Culture Line Beauchamp, s'est montrée plus incisive, affirmant qu'André Boisclair s'était «écrasé devant les syndicats» après avoir tenté de prendre ses distances par rapport à ceux-ci. Dans un communiqué, elle a soutenu que le chef péquiste «a fait marche arrière et accepte maintenant sans broncher de s'associer avec la FTQ». Selon elle, c'est parce qu'il est «isolé» qu'André Boisclair a suivi le conseil de son ami Marc Lavoielette de redevenir «copain-copain» avec les syndicats. «Cette volte-face démontre bien la faiblesse du leadership d'André Boisclair qui est toujours incapable d'imposer ses vues à un parti qui n'offre aucune réponse aux véritables priorités des Québécois», a affirmé Mme Beauchamp.

Le Devoir

Quelque 4000 personnes, essentiellement des insurgés, des civils et des soldats afghans, ont été tuées en 2006, l'année la plus sanglante en Afghanistan depuis fin 2001, selon des chiffres officiels. Quelque 170 soldats étrangers ont été tués en 2006 et, depuis le début 2007, 20 militaires étrangers, en majorité américains, sont morts en Afghanistan.

Par ailleurs, selon des habitants de la région de Sangin, dans la province méridionale de Helmand, de violents combats s'y sont déroulés samedi, et un raid aérien des forces de l'OTAN a fait une trentaine de morts dans la population civile, dont des femmes et des enfants. Un responsable local a parlé de 11 civils tués. A Kaboul, un porte-parole de l'OTAN a confirmé que des affrontements avaient eu lieu samedi dans cette zone, mais a dit ne rien savoir de pertes civiles.

Le Devoir

Avec l'Agence France-Presse, Associated Press, la BBC, le New York Times et Reuters

Parmi les avocats de la candidate socialiste, on retrouve aussi le directeur du *Nouvel Observateur*, Jean-Daniel. Selon lui, lors de son discours de Villepinte, la candidate a «fait voler en éclats [...] les reproches formulés par certains intellectuels sur sa compétence en matière de défense de l'environnement, de la langue française, de l'école et des droits de l'homme en Russie et en Chine. Un «intello» de bonne foi comme Alain Finkielkraut devrait ici rendre les armes [...] désormais, on aura le droit de trouver peu sérieuses, sinon suspectes, les raisons qu'ils invoquent pour le faire.»

Même s'il exprime de la sympathie à l'égard de Ségolène Royal, l'intellectuel Bernard-Henri Lévy se dit aussi perplexe. Est-ce une simple question de sémantique? Il lui reproche tout particulièrement de parler des «droits humains» plutôt que des «droits de l'homme». Il a néanmoins salué son «courage» et son «cran» et dit vouloir attendre avant de faire un choix définitif.

Dans le programme de la candidate, on retrouve plusieurs idées développées par le groupe de chercheurs de la *République des idées*, dont le sociologue Pierre Rosanvallon est la figure de proue. C'est dans les recherches de ce dernier, qui avait déjà inspiré Michel Rocard, que Ségolène Royal aurait puisé l'idée de constituer des «jurys citoyens» chargés de superviser le travail des élus. Le groupe a particulièrement démontré que le phénomène des ghettos traversait non pas quelques villes seulement, mais toute la société française. Cette question est aujourd'hui au cœur du programme de la candidate.

La défection dont souffre le camp socialiste profite aussi à François Bayrou, qui pourrait se classer troisième dans cette élection. Le candidat centriste recueille la sympathie du directeur de l'hebdomadaire *Marianne*, Jean-François Kahn, qui cherche, dit-il, à briser «la bipolarité artificielle qui divise la France» et refuse tout autant «la centralité de l'État» que celle du «capital».

De nombreux intellectuels ont préféré se tenir au-dessus de la mêlée. C'est le cas de l'ancien mitterrandiste Régis Debray. Du haut de sa chaire de «médilogie», l'ancien compagnon de Che Guevara juge que cette campagne a plus à voir avec un match de football qu'avec un débat politique. «On est passé de l'amphithéâtre au stade, de la rhétorique à l'épreuve sportive», écrit-il.

Mais qui se souvient pour qui votaient en leur temps Jean-Paul Sartre, Raymond Aron et Maurice Merleau-Ponty? Depuis plusieurs semaines, la plupart des médias ont accordé moins d'importance à l'opinion des «intellos» qu'au ralliement de Doc Gynéco à Nicolas Sarkozy et de Jamel Debbouze à Ségolène Royal.

Correspondant du Devoir à Paris

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal Bibliothèque nationale du Québec.